

imprecor

correspondance de presse internationale

vietnam: LA DEGRADATION DES POSITIONS IMPERIALISTES



BIMENSUEL N°18, 31 JANV. 75

fb:25, ff: 2.50, fs:2.50

la mort de Jabra Nicola

Jabra Nicola, ancien dirigeant du Parti Communiste Palestinien (PCP) longtemps membre du Comité Exécutif International de la IVème Internationale et, plus récemment, un des principaux théoriciens de l'Organisation Socialiste Israélienne, est mort à Londres, le samedi 28 décembre 1974.

Pendant plus de trente ans, le camarade Nicola, que beaucoup connaissait mieux sous le nom de Abu Saïd, avait déployé la bannière du marxisme - révolutionnaire au Moyen-Orient. Dans un bastion réactionnaire aussi total qu'Israël, ce n'est pas là une mince réalisation.

Sa mort est une perte douloureuse pour le mouvement ouvrier arabe et la IVème Internationale. Une évaluation de cette perte doit prendre comme point de départ le contexte historique qui a produit et qui fut à son tour le produit de ... Abu Saïd.

Le PCP est né en 1922 d'une scission du Parti Ouvrier Sioniste. A la suite de cette scission, il s'affiliait à la IIIème Internationale (communiste). Une couche significative de cette jeune génération révolutionnaire fut déportée en URSS dans les années 20 et 30 par les autorités du mandat britannique qui gouvernaient alors la région. Avec la dégénérescence de la IIIème Internationale ils tombèrent tous victimes des purges de Staline.

Une nouvelle génération de dirigeants ouvriers, plus en accord avec le stalinisme, reprit alors en mains les commandes du PCP. Des processus similaires étaient en cours dans d'autres parties du monde arabe.

Abu Saïd est le genre d'exception qui fait mieux que confirmer la règle. En effet dans sa personnalité solitaire se concentraient non seulement la voix de l'opposition politique aux équivoques du PCP -- entre sionisme et nationalisme arabe -- mais aussi le souffle vivant de ce qui avait été une Internationale révolutionnaire. Durant les années 40, il fut éliminé de toute

instance de direction du PCP. Son évolution vers le trotskysme et les rangs de la IVème Internationale, où il demeura jusqu'à sa mort, suivirent peu après.

En 1963, Saïd adhéra à l'Organisation Socialiste Israélienne (Matzpen) qui avait été fondée en 1962 par un petit noyau de révolutionnaires juifs exclus du PCP. Le Matzpen, dans une large mesure sous l'influence de Saïd, rejeta complètement le sionisme et en vint à la reconnaissance fondamentale que, objectivement, la ligne de clivage politique principale dans la société israélienne tournait autour de l'acceptation ou du rejet du sionisme.

D'autre part, Saïd apporta au Matzpen la conception d'une nation arabe unique (artificiellement fragmentée par l'impérialisme à la suite de la première guerre mondiale) à l'encontre de la conception stalinienne qui prévalait alors, de différentes nations arabes en Irak, en Syrie, en Egypte, etc.. Ce faisant, le camarade Saïd tissait un lien direct avec le passé révolutionnaire du PCP. Car ce n'est qu'en 1927, et malgré l'opposition de la jeune direction révolutionnaire du PCP que le Comintern en dégénérescence abandonna sa position sur la question de l'unité objective du monde arabe.

Ces deux aspects du programme de l'OSI furent intégrés dans la perspective d'une révolution socialiste à travers tout le Moyen-Orient comme seule solution historique aux problèmes de la région, y compris la question nationale. Sur ces fondements, une organisation authentiquement juive-arabe a vu le jour en Israël, se différenciant de façon qualitative du vieux PCP, dans la mesure où elle rejetait fermement, sans jamais les mettre sur un pied d'égalité, les formes de nationalisme à la fois juif et arabe. Il s'agissait là d'un gigantesque pas en avant, dont l'importance allait bien au-delà du nombre limité de cadres qui ont constitué l'OSI.

(suite page 23)

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000/Belgique

Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an -- 25 exemplaires : FF 50, FS 35; FB 400, \$ can. 10. Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 18 pour un an. Pour les autres pays s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque.

Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210 - 0320173 - 28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S.I.E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS/ France

la désintégration des positions impérialistes

P. ROUSSET

Le 11 janvier le gouvernement américain envoyait aux pays co-signataires des Accords de Paris sur le Vietnam, une note dénonçant violemment l'intervention militaire "nord-vietnamienne" au Sud et menaçant la République Démocratique du Vietnam de représailles. Quatre jours auparavant, pour la première fois depuis le 27 janvier 1973, une capitale provinciale était libérée par les forces du GRP (Gouvernement Révolutionnaire Provisoire) : Phuoc Binh. L'Indochine revenait à la une de la presse internationale. Mais Washington s'est bien gardé de préciser quelles représailles pourraient être décidées. Le choix en est, en effet, pour le moins délicat.

Le gouvernement Ford n'est pas avant tout confronté en Indochine à un recul localisé (la perte de toutes les positions fantoches dans une province entière : Phuoc Long) ou à un problème particulier (les dites "infiltrations nord-vietnamiennes") mais bien à une évolution globale de la situation dans la région. Et ce dans un contexte mondial et américain qui lui interdit tout réengagement direct et majeur dans le conflit indochinois.

INPRECOR N° 10 (17 octobre 1974) avait analysé la situation militaire et politique nouvelle qui s'était créée dans les villes et les campagnes du Sud Vietnam cet été et cet automne. Avec les débuts de la saison sèche hivernale, les transformations dans les rapports de forces engagées lors de la mousson humide se sont poursuivies. Mieux, nous n'assistons pas seulement à la poursuite de la dégradation progressive des positions contre-révolutionnaires au Vietnam, au Laos et au Cambodge, mais aussi à la mise en lumière plus vigoureuse encore qu'auparavant de la dialectique interne de la révolution indochinoise qui lie entre eux pays et modes de luttes.

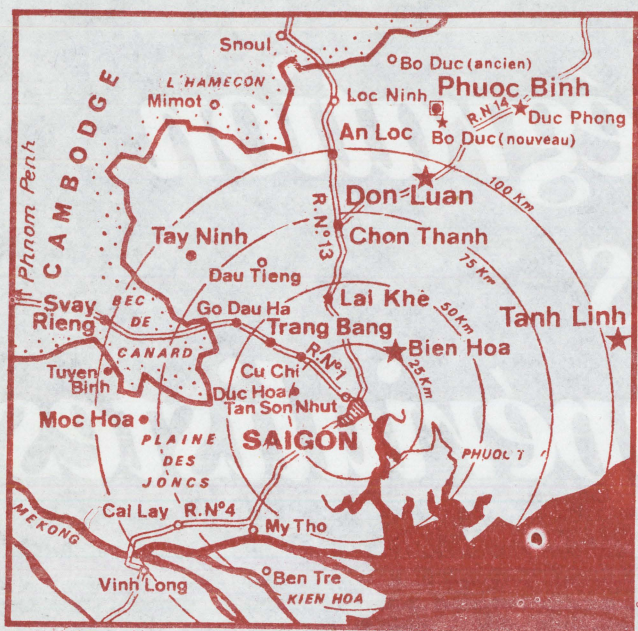
Leçons des derniers combats

Les offensives régionales menées dernièrement par le GRP ont un sens avant tout politique et n'inaugurent pas le brusque passage à une offensive générale visant à abattre ainsi le régime fantoche. Il n'en reste pas moins qu'elles soulignent l'évolution opérée dans le rapport de force militaire au Sud Vietnam. On pouvait noter trois changements dans la nature des combats de cet été : (1) déplacement vers des régions très peuplées (Delta du Mékong et plaines côtières centrales), (2) multiplication de contre-attaques du FNL aboutissant à la libération de nouveaux territoires et notamment de chefs-lieux de districts (dans le Quang Nam), (3) amélioration notable de l'armement engagé par les forces révolutionnaires dans le Delta (bataille de Ben-cat - Lai Khé).

C'est l'absence de toute capacité d'initiative du régime fantoche qui s'est manifestée avec éclat lors des affrontements de ces tout derniers mois.

Selon le quotidien français Le Figaro (politiquement de droite), Thieu s'était donné trois priorités dans la troisième région militaire (1) :

- la défense de la colline de la Vierge Noire, proche de la ville de Tay Ninh (90 km au nord ouest de Saïgon), et sur laquelle était construit un très important radar qui couvrait le delta, la région saïgonnaise et le Cambodge;
- la défense de la capitale Phuoc Binh (125 km au nord de Saïgon) dont la chute représentait une lourde défaite psychologique;
- la reprise du chef lieu de district Tanh Linh (120 km au nord est de Saïgon) pour éviter le



Les combats dans la troisième région militaire

"pourrissement" complet de la province de Binh Tuy.

Phuoc Binh a été libéré le 7 janvier; la colline de la Vierge Noire est tombée le même jour et le radar est détruit; non seulement Thanh Linh n'a pas été reconquise mais le second chef lieu de district de la province, Hoai Duc, est soumis à une forte pression.

La paralysie des forces fantoches apparaîtra mieux si l'on étudie comment les combats se sont déroulés.

Toujours selon le Figaro, peu susceptible de sympathies pro-communistes, les divisions régulières nord-vietnamiennes, basées au Sud, sont restées peu actives ces derniers mois. La cinquième division serait engagée au Nord-Ouest de la Plaine des Joncs (Delta). La libération des chefs-lieux de districts de la Province de Phuoc Long a été le fait des troupes régionales du FNL. Et seule la moitié à peine de la septième division, appuyée par un régiment autonome, aurait participé à la prise de la capitale provinciale de Phuoc Binh. Les onze autres divisions nord-vietnamiennes censées être au Sud ne sont pas intervenues. Tout en laissant au Figaro la responsabilité des informations de détails (nombre, emplacement, activités des divisions citées), on peut retenir le tableau d'ensemble.

Saigon, pour sa part, n'a pu envoyer en renfort à Phuoc Binh que 250 parachutistes. L'argu-

ment selon lequel cela aurait été dû au mauvais temps n'est pas convaincant. Le fait est que l'"élite" de l'armée saïgonnaise est fixée dans les provinces septentrionales par les offensives menées cet été et cet automne par le GRP comme par la peur de voir une poussée s'opérer dans la région de Quang Tri. Cette "élite" est composée de parachutistes, de marines, de la première et seconde division d'infanterie.

Le régime Thieu n'a plus de "réserves stratégiques" susceptibles d'être envoyées sur de nouveaux fronts alors que les forces révolutionnaires en possèdent d'importantes.

La situation dans le Delta du Mékong est à ce titre fort significative. Cette région est particulièrement importante par sa richesse économique (le riz), sa densité de population, sa position stratégique proche de Saïgon, traversée par les bras du Mékong, frontalière avec le Cambodge. Début septembre l'état-major saïgonnais annonçait l'abandon de 800 postes tenus dans le Delta. Soit le quart de la totalité. En décembre on reconnaissait la perte de 600 nouveaux postes. Or, tout ceci s'opère sans offensive militaire coordonnée de la part du FNL. Les forces fantoches reculent devant une sorte de combinaison entre un soulèvement semi-spontané de populations et des actions de guérilla.

C'est l'effondrement de la "pacification", soit de l'un des piliers de la politique américaine au Vietnam. C'est ce qu'illustrent les déclarations d'un capitaine de l'armée saïgonnaise, le capitaine Phac, au correspondant de l'International Herald Tribune (2). Nous avons dû, explique-t-il "nous retirer sans autorisation" de nombreux postes de 10 à 30 hommes chacun (ou plus). On assiste à une extension des "zones de taxation vietcong". Par exemple dans les provinces de Vinh Long et Vinh Binh, qui pourtant "sont des régions qui ont été tenues pour les plus pacifiées".

En fait, si dans le Delta non plus le GRP n'a pas récupéré le contrôle militaire de toutes les zones où l'armée saïgonnaise avait empiété après les Accords de Paris (comme dans la Plaine des Joncs), la poussée en cours a permis en bien des endroits la libération de nouveaux territoires. Déjà, en octobre, on notait à Saïgon que cela "allait mal" dans les deux provinces de la Plaine des Joncs, Kien Phong et Kien Thuong, dans l'Ouest de la province de Ben Tre et de celle de Can Tho, dans l'Est de la province de Vinh Long, tout le Sud-Ouest de la province de Vinh Binh, le Sud de la province de Ba Xuyen, Bac Lieu et Rach Gia, et la quasi-totalité de la province de Chuong Tien. La province de Caman étant un fief "vietcong" (3). Depuis la situation s'est encore aggravée.

Une décision politique

Les offensives générales du GRP ont évidemment leurs raisons d'être militaires. La structure du commandement saïgonnais calque la structure administrative du régime et les chefs lieux de districts sont souvent aussi des sous-secteurs militaires. Il importe de la démanteler pour casser la "pacification" et mettre un terme aux "empiètements". Mais cela ne suffit pas à expliquer la fréquence des opérations menées contre des chefs-lieux de districts, ou la libération de la capitale provinciale de Phuoc Binh.

Il s'agit là très clairement d'un geste politique. Sinon le GRP aurait préféré le maintien de quelques enclaves fantoches au milieu de territoires qu'il contrôle comme en ce qui concerne An Loc. La libération de Phuoc Binh, c'est d'abord la décision de faire un pas de plus dans la politique de riposte engagée à partir du 15 octobre 1973 (date d'une déclaration des Forces Armées de Libération qui avertissait le régime saïgonnais qu'elles pousseraient leurs contre-attaques jusque dans ses arrières).

Les résultats de ce tournant dans la politique militaire du GRP apparaissent dans les bilans pour l'année 1974 qu'il vient de publier. Ce sont 13 chefs-lieux de districts qui ont été enlevés ainsi que 1.600 hameaux et 170 communes regroupant au total un million deux cent mille habitants. Deux cent vingt cinq mille membres de l'armée saïgonnaise auraient été mis hors de combat (le commandement de l'armée fantoche reconnaît pour sa part la perte de 85.000 hommes), 4.000 camions, 510 canons, 516 avions divers auraient été détruits.

Mais cette décision de libérer Phuoc Binh et de pousser les offensives régionales a une deuxième dimension politique. Il ne s'agit pas seulement d'agir sur Washington (d' "avertir" Washington) et son homme lige. Il s'agit aussi de peser encore plus sur la crise qui déchire les villes du Sud Vietnam. La crise politique à Saïgon a forcé Thieu à faire des coupes sombres dans son état-major politique et militaire. Trois cents soixante dix-sept officiers de grades moyens ont été démis pour corruption. De nombreux généraux, dont trois des quatre commandants des zones militaires ont été déplacés. Ce qui n'a fait qu'accentuer la désorganisation du commandement fantoche et la démoralisation des troupes. En retour les nouvelles défaites militaires font rebondir la crise politique urbaine tout en forçant les courants d'opposition à se définir plus précisément.

Contre tout régime Thieu sans Thieu

Thieu a cherché, sans grand succès apparemment, à déclencher une campagne de mobilisation anti-communiste à l'occasion des revers récemment subis. Surtout, il a lancé un appel et un aver-

tissement à une partie de l'opposition urbaine. Vous jouez aux apprentis sorciers alors que vous n'avez pas de cuiller assez grande pour vous risquer de manger la soupe avec le diable ! INPRECOR N° 10 a analysé comment la crise du régime, par son ampleur même, avait, en l'élargissant, rendu plus hétérogène socialement et politiquement le bloc de ceux qui s'opposent au président fantoche.

Dès le début des nouvelles manifestations qui ont accompagné la publication de l'Acte d'Accusation N° 1, le GRP et la RDV avaient mis en garde la population contre les tentatives américaines de détourner de ses objectifs le mouvement urbain. Les choses n'ont pas tardé à se clarifier et les clivages à se préciser.

Les oppositions urbaines convergent certes autour de thèmes communs de lutte. Un certain nombre de libertés démocratiques, la libération des prisonniers, le départ de Thieu. Ce dernier objectif, comme les autres, met en question l'équilibre du régime. Malgré ce qu'il leur en coûte, les services américains ont décidé de maintenir Thieu aussi longtemps que cela leur sera possible. Parce qu'il n'y a pas d'alternative qui n'ouvre une dangereuse période d'instabilité gouvernementale.

Si donc la pression convergente des oppositions pèse sur des points de faiblesse de l'édifice néo-colonial saïgonnais, elles ne se séparent pas moins sur la stratégie, les motivations et les milieux sociaux qu'elles défendent. Le processus de recomposition du mouvement de masse urbain n'est qu'engagé. C'est pourquoi une partie de la droite sud-vietnamienne tente d'en prendre la tête. C'est le cas du Révérend Père Tran Huu Tanh, le dirigeant le plus en vue de la presse internationale du "Mouvement contre la corruption".

Il s'est expliqué sur sa stratégie lors d'une interview accordée au Far Eastern Economic Review (4) en ces termes : "La différence stratégique pour le moment réside dans le fait que nous voulons que Thieu s'en aille tout en gardant le régime intact. Nous voulons que Hung (vice-président) ou Lam (président du Sénat) le remplacent jusqu'aux élections, en maintenant parallèlement le Sénat et la Chambre des Députés -- toutes les institutions. Toutes les institutions sont actuellement très faibles, mais elles peuvent être réformées et ré-utilisées afin de garantir la continuité du régime, alors que les autres veulent balayer le régime".

Quant à ses motivations elles sont celles que l'on pouvait attendre d'un homme qui a longtemps instruit dans les principes de l'action psychologique pro-américaine les officiers de l'armée fantoche (parmi lesquels il garde de nombreuses sympathies). "Je cherche toujours à définir un anti-communisme réaliste. Mais pour pouvoir réussir dans l'anti-communisme il faut faire disparaître la corruption" (5).

La divergence fondamentale qui oppose de tels porte-parole des classes supérieures vietnamiennes et ceux des mouvements populaires d'opposition s'était déjà cristallisée autour d'une perspective concrète. Le 17 novembre, Tran Huu Thanh avait préconisé la formation d'un "conseil de gouvernement" composé de personnalités et chargé d'assister le gouvernement. Dans sa conférence de presse hebdomadaire, le porte-parole du GRP à Saïgon l'accusait alors d'être manipulé par les Etats-Unis pour canaliser l'agitation "dans la direction de leur choix" entendant démontrer que le régime Thieu "pouvait être réformé sans être renversé" (6). Sud Vietnam En Lutte, l'organe central du FNL, dénonça à son tour ce "professeur d'anti-communisme" et en appela à la masse des catholiques contre lui (7). Les bouddhistes des Forces de Réconciliation Nationales se refusèrent aussi à approuver la proposition, du Père Tran Huu Thanh. Le "conseil de gouvernement" avait fait long feu, mais l'incident était révélateur des contradictions en oeuvre dans les oppositions urbaines.

La prise de Phuoc Binh par le GRP a remis à jour ces clivages traversant l'opposition urbaine. Tran Huu Thanh a en effet riposté aux avertissements portés contre lui par Thieu ("spéculations irresponsables" sur sa chute) par l'accusation de... trahison face aux communistes. Thieu serait "seul responsable de la perte (de la province) de Phuoc Long", "la plus grande qu'ait subi la nation depuis 1954". Mieux, il affirma lors d'un meeting tenu dans la banlieue saïgonnaise que "le président Thieu s'est honteusement rendu à l'adversaire en signant l'accord de Paris en 1973. Il s'est mis ensuite au même plan que les communistes pour violer cet accord..." (8). Ce au moment où la plupart des autres mouvements d'opposition en appellent à l'application de ces mêmes accords. Le GRP, pour sa part, vient de réaffirmer qu'il était "le seul représentant de la population sud-vietnamienne" dans la note qu'il a envoyée aux pays signataires de l'accord de Paris le 14 janvier sans se contenter de rappeler que ces accords mettaient les deux administrations sur un pied d'égalité (9).

Mais le fait que le plus connu (dans la presse internationale du moins) des dirigeants de l'opposition urbaine multiplie les déclarations de foi anti-communistes ne doit pas faire illusion quant au processus réellement en cours.

La crise du régime

Il y a encore place, dans la région saïgonnaise, pour des courants politiques différenciés qui reflètent, d'une part, le processus de radicalisation progressif mais profond en cours et, d'autre part, l'éclatement politique ouvert du monolithisme du régime. Mais l'ampleur de la crise économique et sociale -- compte tenu de l'évolution défavorable des rapports de forces du point

de vue de Washington -- interdit la recomposition d'une force bourgeoise capable de garantir les intérêts américains par l'application d'une véritable "politique de paix". C'est cela qui fait de la 'solution' préconisée par Tran Huu Thanh un palliatif sans grande crédibilité.

INPRECORN° 0 et 10 ont déjà analysé les fondements de cette crise économique et sociale, son ampleur et sa place. Il faut néanmoins y revenir dans la mesure où il s'agit d'un facteur clé pour comprendre les possibilités offertes aux forces révolutionnaires et la nature de la dynamique de révolution permanente en oeuvre aujourd'hui en Indochine.

L'inflation, la baisse du niveau de vie, le chômage, la faim même ne menacent pas seulement la classe ouvrière et les réfugiés. On a vu que les fonctionnaires et les soldats étaient également frappés. Il en est de même pour la petite-bourgeoisie. A la recherche de ressources financières le gouvernement fantoche fait appel au fisc. Et il a la main lourde. Le Courrier du Vietnam (10) décrit les mesures adoptées; parmi elles on relève : l'augmentation de 10% de la TVA à la mi-1973; une autre augmentation de 20% sur l'impôt foncier; la multiplication par 6 ou 10 de l'impôt sur le bénéfice; l'élévation de 50 à 100% de la taxe sur la place de marché... Dans le climat général de crise, c'est le coup de grâce pour une part importante de la population urbaine. Et du fait de l'existence à l'échelle nationale d'une situation de double pouvoir, il sera bien difficile aux forces bourgeoises d' "opposition" d'éviter que la petite-bourgeoisie ne tourne de plus en plus ses regards vers les forces révolutionnaires.

Et ce d'autant plus que l'économie urbaine des zones sous contrôle fantoche est maintenant profondément enfoncée dans la récession. Il ne s'agit pas seulement de l'absence de nouveaux investissements et du contre-coup direct du retrait U.S. Toujours selon le Courrier du Vietnam d'octobre, ce sont 50% des entreprises qui ferment leurs portes. Les autres fonctionnent de 30 à 80% de leur capacité de production. Ce qui explique l'ampleur du chômage qui atteint, selon Nguyen Tho Khanh, membre du Comité Central de la Fédération des Syndicats Vietnamiens, 50% à Da Nang, 60% à Quang Ngai et à Quang Tri, 40% à Quy Nhon...

La situation au Vietnam est caractérisée par une forme très particulière de double pouvoir. A l'échelle nationale elle voit s'opposer zones libérées et zones sous contrôle militaire fantoche; "économie de résistance" appuyée sur une profonde réforme agraire et l'existence de l'Etat ouvrier Nord-vietnamien et économie néo-coloniale parasitaire et strictement dépendante de la zone saïgonnaise; administration et armée révolutionnaires contre régime et armée fantoches. Mais ce double pouvoir n'est reproduit que de façon souterraine dans les principales villes du Sud où -- s'il existe bien des co-

mités révolutionnaires clandestins -- la seule force armée et de police est celle de Thieu. Et cet appareil de répression bourgeois est considérable, directement adossé à l'impérialiste américain. C'est ce profond retard des développements révolutionnaires dans les villes par rapport aux campagnes et montagnes du Vietnam qui doit être comblé dans le cadre de la situation née après la signature des Accords de Paris.

Vu l'ampleur des moyens toujours mis en oeuvre par les américains, vu l'étendue de la répression, et parce qu'il ne s'agit pas seulement de réorganiser des forces politiques mais aussi de mouvements sociaux en recomposition, ce processus ne peut être que l'enjeu d'une lutte prolongée. Aujourd'hui encore, les mouvements d'opposition urbains dont la politique converge avec celle du GRP ne semblent pas capables de prendre des initiatives déterminantes pour la chute du régime. Mais leur développement est porté par le poids de la situation militaire et politique nationale, l'influence du GRP, l'action du Parti Communiste Vietnamien et l'aggravation de la crise économique et sociale. Il n'en est pas de même des diverses composantes du régime saïgonnais. L'épisode du récent remaniement ministériel l'illustre.

Fort de l'appui que lui conservaient les américains (provisoirement ?) et face à l'explosion des manifestations de septembre-octobre, Thieu décida d'allier le baton et la carotte. Nombre de ministres furent retirés du gouvernement, dont le plus détesté, Hoang Duc Nha, ex-ministre de l'Information et du Ralliement (sic !). Les lois sur les partis politiques ont été formellement (mais formellement seulement) assouplies. Le président fantoche a violemment dénoncé la corruption et beaucoup d'officiers furent condamnés en conséquence. Simultanément, arrestations discrètes de militants, tracasseries policières contre les principaux dirigeants des oppositions populaires, répression contre la presse, quadrillage policier imposant du centre de Saïgon pour y prévenir toute manifestation ont été décidés. Thieu espérait ainsi diviser le bloc des oppositions. Et, initialement, le Père Tran Huu Thanh réclamait précisément les mesures d'"assouplissement" prises par Thieu -- et tout particulièrement le départ de Nha. Il ne voulait pas alors de la démission de Thieu. Mais la pression exercée par le mouvement de masse mis en branle lui interdisait de rentrer dans la manoeuvre. Personne ne considéra les reculs de Thieu comme "suffisants" pour se risquer à les cautionner. Depuis, Thieu n'a pu empêcher l'opposition de continuer à s'organiser. Le Mouvement Populaire pour l'Application des Accords de Paris a tenu, malgré la pression policière, son premier congrès le 10 novembre en présence d'une centaine de délégués. Il a adopté une déclaration politique dans laquelle il se définit comme partie intégrante de la troisième composante (ce qui n'est pas le cas du Mouvement contre la Corruption, catholique, de Tran Huu Thanh).

Interconfessionnel, sa politique est axée autour de la lutte pour l'application des Accords. Il a élu à sa présidence le Révérend Père Chan Tin (dirigeant du comité pour la réforme des prisons) et un comité exécutif de 17 membres dont Me Tran Ngoc Lieng, le député Ho Ngoc Nhuan, Mme Ngo Ba Thanh, le vénérable Hien Phap... Il travaille, entre autres, en relation avec un deuxième groupe qui a tenu, lui, son congrès le 17 novembre : le Comité de Défense des Intérêts des Travailleurs, dont le président est un prêtre-ouvrier, le Révérend Père Khac Tu; la plupart des délégués représentaient des entreprises ou des groupes de marchand de "4 saisons"... Le congrès avait pour but "d'appeler les confédérations, les syndicats et l'ensemble des travailleurs à s'unir dans la lutte contre les licenciements" (11). Selon le Courrier du Vietnam, le Mouvement Populaire pour l'Application des Accords de Paris et les Forces de Réconciliation Nationales (bouddhistes) ont maintenant une implantation réellement nationale. Le mouvement bouddhiste de la pagode An Quang, par delà ses divisions qui le paralysent partiellement, n'a pas porté de soutien effectif au Mouvement contre la Corruption de Tran Huu Thanh. Et la puissante secte religieuse des daf semble de plus en plus considérer le GRP comme le "gagnant" possible.

D'autre part, le régime Thieu a préféré reporter à deux reprises le procès de quatre journaux accusés d'avoir diffamé le président fantoche. Il s'agit du Chinh Luan (Juste Commentaire -- dit indépendant), du Tia Sang (Rayon de Lumière -- quotidien financier), du Dieu Tin (Télégraphe -- d'opposition, lié au général Minh) et du Dong Phuong (Orient -- dit d'opposition). Leur procès devrait avoir lieu le 20 février avec celui de deux autres organes de presse qui avaient publié l'Acte d'accusation N° 14 (voir INPRECOR N° 10) : le Song Than (Vague Divine) et le Dai Dan Doc (Grand Peuple).

La zone libérée

Le lien qui existe entre les offensives militaires régionales du GRP et la situation urbaine est illustré de façon particulièrement nette dans le cas de Tay Ninh, importante capitale provinciale située à 90 km au Nord-Ouest de Saïgon. La prise de la montagne de la Vierge Noire, qui domine le site de la ville de près de 1000 mètres, par le FNL, avec la chute de Phuoc Binh, y a brusquement modifié le climat. Elle est en effet maintenant à portée de l'artillerie des forces révolutionnaires. Un policier interrogé par le International Herald Tribune déclarait tout récemment que "même durant l'offensive du Tet de 1968, Tay Ninh resta assez calme et maintenant ils bombardent tous les jours" (12). Le tir est efficace : il frappe le quartier général et la plateforme d'atterrissage des hélicoptères. "Seuls les fonctionnaires sont restés à Tay Ninh" titre le Figaro (13). C'est l'exode. Mais en deux directions diamétralement opposées. Les

riches gagnent Saïgon. Mais les pauvres rejoignent les zones libérées qui couvrent la majeure partie de la province.

Selon François Nivolon, les nouveaux arrivants reçoivent alors du GRP "deux boeufs, une dizaine de plaques de tôle, du bois de construction, quelques sacs de riz". De quoi se nourrir pour un temps, se loger, travailler.

Et ceci est très important. La dialectique en jeu au Vietnam n'est pas réduite à l'interaction entre la lutte militaire développée dans les campagnes et la lutte politique ouverte dans les villes. Révolution sociale et libération nationale se sont toujours répondu dans l'histoire de la révolution vietnamienne, même si leur poids respectif n'a pas été toujours dominé par le PCV. Réforme agraire et anti-colonialisme ou anti-impérialisme. Mais pendant longtemps les zones libérées sont restées sujettes aux bombardements de terreur et aux opérations de ratissage. Elles sont maintenant partiellement soulagées de cette pression militaire. Et aujourd'hui les zones libérées commencent, semble-t-il, à jouer le rôle d'un pôle d'attraction, y compris au-delà des campagnes

Alors que la crise ne cesse de s'approfondir dans les zones saïgonnaises, la vie se réorganise "de l'autre côté". Selon un communiqué du GRP, la superficie cultivée dépasse dans les zones qu'il administre 2 millions et demi d'hectares, soit une augmentation de 64% en un an. Dans une étude publiée par Le Monde, Alexandre Caselle décrit la transformation opérée dans la province septentrionale de Quang Tri (14). Les destructions y avaient été terribles. Sur les 70.000 buffles que comptait la province dans les années 60 il en reste environ 2.000. La population a été regroupée, déplacée. La terre semée de centaines de milliers de mines et d'obus non explosés. Le déminage d'un hectare de terre réclame 100 journées de travail. Et le risque d'accident est grand. Les villes ont été rasées et les villages dévastés. La province avait perdu plus de 2/3 de ses habitants. Depuis deux ans tout se reconstruit.

La réforme agraire a donné la terre aux paysans. Certes il ne s'agit pas d'une réforme socialiste de l'agriculture. La terre n'est pas collectivisée, "cela serait prématuré", explique un cadre. Mais la classe des propriétaires terriens a disparu. Et celle des paysans capitalistes n'a pas aujourd'hui de conditions favorables à sa formation. De plus, un nombre important de terres sont propriétés communales et réparties annuellement entre les paysans du village. Le GRP, enfin, encourage les "groupes d'entraide" qui facilitent l'exploitation des champs en collectivisant le travail.

Deux marchés ont été créés, l'un d'Etat, l'autre libre. Certains produits sont uniquement vendus au marché d'Etat (le coton), d'autres sont vendus 1.5 à 2 fois moins cher et rationnés de façon à garantir leur répartition à tous les

habitants dans les magasins d'Etat. Il n'y a pas d'industrie proprement dite. Quang Tri s'appuie pour cela, comme le reste des zones libérées, sur la RDV. Mais l'artisanat est encouragé. Et les activités sociales ont repris (écoles, théâtres, etc.).

La vie reste fort austère dans les zones libérées. Mais l'exploitation du paysan a été brisée. Et le riz y coûte beaucoup moins cher que dans les zones saïgonnaises. Ce qui est vrai pour la province de Quang Tri l'est aussi pour le Delta du Mékong. Les forces fantoches ont, là, perdu la "guerre du riz". Un surplus alimentaire est même apparu dans les zones libérées (qui ne regroupent, au total, il est vrai, qu'une minorité de la population). Alors des habitants des zones sous contrôle militaire saïgonnais viennent s'y ravitailler. Non seulement en riz, mais en tissu et même en essence, grâce au pipe-line qui descend de la RDV jusque dans le Delta. D'autres viennent... y louer des pompes à eau aux paysans.

Des familles de la petite-bourgeoisie urbaine rejoignent les zones libérées. En nombre encore peu important. Toute la famille doit quitter simultanément Saïgon, sinon ceux qui restent vont mourir en prison. Mais ces déplacements sont significatifs. Même s'ils ne vont pas sans poser parfois quelques problèmes. Le GRP doit en effet les nourrir tant qu'elles ne peuvent pas produire. Seul l'homme, souvent, sait travailler. Et la femme parfois, marquée par les habitudes "urbaines" regrette l'absence de... domestiques.

La transformation révolutionnaire des campagnes vietnamiennes tend à peser d'un poids nouveau dans la situation nationale au moment où la crise sociale mobilise classe ouvrière, commerçants, réfugiés, intellectuels et fonctionnaires dans les villes. Et alors que l'armée fantoche est ébranlée. Voilà aussi l'une des bases de la dynamique de révolution permanente en Indochine.

Laos et Cambodge

Dynamique de révolution permanente en Indochine, car l'évolution de la situation ne se limite pas au Vietnam.

Après la fin de la mousson humide, les combats ont repris une nouvelle envergure au Cambodge. Le GRUNK vient d'essayer un revers diplomatique. Malgré ses espoirs, son entrée à l'ONU a été repoussée. L'action de Washington et le poids du dollar américain sont pour beaucoup dans l'obtention d'une majorité de deux voix en faveur de la proposition favorable à Lon Nol. L'URSS ne soutient que du bout des lèvres le GRUNK et ne chercha pas à contrer les pressions américaines. Mais le FUNK commit une erreur politique. Il crut trop au soutien du bloc

des prétendus "pays non alignés". L'OLP venait d'être acclamée à l'ONU. Et le GRUNK l'avait été lors de la conférence d'Alger. Il s'est abstenu de lancer avant les débats des offensives militaires. Et plusieurs pays "amis" se sont absentés lors du vote (!) (tel l'Egypte...) ou se sont absentés (tel le Bangla Desh qui a pourtant reconnu le GRUNK). Washington aurait été gêné par l'expulsion de Lon Nol de l'organisation internationale. Mais là n'était pas l'essentiel.

En quelques semaines, sur le terrain, les troupes du FUNK semblent avoir récupéré le terrain qu'elles avaient dû concéder autour de Phnom Penh durant la saison des pluies. Plus important, une offensive a été lancée le long du Mékong, principale voie de ravitaillement de la capitale cambodgienne. Trois positions seulement restent tenues dans cette zone par les forces fantoches, selon le GRUNK. Et l'on se bat dans la principale d'entre elles : Neak Luong, important port fluvial entre Phnom Penh et la frontière vietnamienne. Depuis 15 jours pas un seul convoi n'a pu passer. Les USA ont dû mettre en place un véritable pont aérien pour éviter l'asphyxie de la capitale. Et l'aéroport est sujet aux bombardements.

C'est l'offensive militaire la plus importante menée par le FUNK depuis longtemps, même s'il est difficile d'en déterminer les objectifs exacts à court terme.

Mais c'est au Laos que des luttes significatives par leur nouveauté sont apparues.

Des trois pays d'Indochine, le Laos est celui où les conditions "internes" de la révolution étaient les moins mûres quand la guerre a fait irruption. (Voir INPRECOR N° 3, juillet 1974). C'est aussi le seul où des accords ont été signés et ont abouti à la formation d'un gouvernement de coalition. Plus qu'au Vietnam ou au Cambodge, c'est au Laos qu'un gel des luttes de classe pouvait être à craindre. Bien que l'analyse des rapports de forces dans ce pays et du contexte indochinois ne le laissait pas prévoir.

Ce rapport de force entre Vientiane et le Pathet Lao s'est symboliquement illustré cet automne lorsque le premier ministre, principal dirigeant historique de la droite, le prince Souvanna Phouma a dû se retirer trois mois en France pour raison de santé. C'est le dirigeant Pathet Lao Phoumi Vongvichit qui a pris la tête du gouvernement durant l'interim. Alors que Souphanouvong continuait à diriger le conseil politique national. Malgré cela la politique du Neo Lao Haksat (Pathet Lao) est restée très prudente : la délégation laotienne s'est abstenue de voter sur la question cambodgienne.

Mais en décembre 1974, le 24, deux compagnies des forces spéciales, anciennement payées par la CIA, se mutinèrent à Ban Houei Sai. Une enclave en territoire libéré, au Nord Ouest du Laos, dans le "triangle d'or" de l'opium. Bien

qu'ils aient pris en otage le gouverneur -- un demi-frère du roi -- ce n'aurait pu être qu'un incident sans implications. Il s'avéra cependant bientôt que c'était un mouvement d'ensemble de la population qui s'exprimait là, regroupant soldats, étudiants, travailleurs de la ville et nombre de tribus minoritaires de la région. Les mots-d'ordre concernaient la stricte application des programmes présentés par le Pathet Lao au conseil politique national et au gouvernement, et adoptés par ces organismes; la dissolution de l'Assemblée Nationale fantoche; la libre circulation entre les zones; le remplacement du commandant et de son adjoint; la "neutralisation" de Ban Houei Sai (c'est-à-dire l'entrée de troupes du Pathet Lao). Revendications convergentes avec les objectifs des forces révolutionnaires et qui, pour certaines, allaient au-delà des accords de Vientiane.

Une délégation mixte fut envoyée de Vientiane pour négocier et la population obtint largement satisfaction. C'était la première fois qu'un tel événement se produisait dans ce pays sans tradition de luttes urbaines.

Le 6 janvier un mouvement analogue se produisait à Thakhek, ville du Sud Laos. Des manifestants, à l'appel de 21 organisations, défilèrent sur des objectifs à peu près identiques. Mais Thakhek est située dans un fief de la droite. L'armée encercla alors plusieurs centaines de manifestants. A l'annonce de cette nouvelle la population alentour se rassembla pour briser l'étau militaire. L'armée fit feu, tua l'un de ceux qui arrivaient et en blessa 11 autres. En protestation contre cette répression sanglante sans précédent depuis la signature des accords, les étudiants manifestèrent à Vientiane.

Une nouvelle épreuve de force se dessine au Laos. Mais cette fois-ci à partir de mobilisations urbaines. Là est la nouveauté, d'importance.

Comme au Vietnam et au Cambodge la crise économique de la zone contrôlée militairement par la droite pèse de façon décisive sur la situation. En décembre, le Kip (monnaie laotienne) fut de fait brutalement dévalué de 67% (il passa de 640 kips pour un dollar à 1.400 kips pour un dollar). A Vientiane l'augmentation des prix a atteint 100% en un an. Les départs de commerçants vietnamiens ou chinois -- et de bourgeois laotiens -- se comptent par centaines. Il faut l'équivalent de 80 FF pour acheter 100 kg de riz dans la zone contrôlée par Vientiane. Mais dans les zones libérées, la même quantité de riz vaudra l'équivalent de 12 FF (du moins dans la région de Paksé ou un correspondant du journal Le Monde a pu faire une enquête comparative (15).

C'est dans ce contexte que des grèves sont apparues au Laos -- phénomène presque inconnu auparavant. Comme celle du 24 juillet où plus de 1.000 ouvriers et employés des divers services de l'aide américaine et de l'ambassade U.S. sont entrés en lutte pour leurs salaires et avantages

sociaux. Ou les actions menées du 10 au 21 août par les employés de la compagnie US Air-Continental et, le même mois, par les employés de la mairie de Vientiane. Grève des ouvriers du bois aussi. Et grève des fonctionnaires dans de nombreuses administrations pour réclamer le départ de directeurs jugés trop corrompus ou trop durs. Enfin, le 23 août, ce sont 500 policiers "relevant de la partie de Vientiane" qui ont manifesté pour réclamer le relèvement des soldes et le renvoi de leur commandant -- fait sans précédent au Laos. Le Neo Lao Haksathie, généralement, officiellement toute participation directe à cet ensemble de mouvements. Mais il fait remarquer "que la simple présence des troupes du front patriotique et de la police mixte à Vientiane assure aux grévistes une sécurité et un appui moral" (16).

Entre temps, il a obtenu la signature d'accords économiques avec Hanoi qui fournira riz, ciment et produits pharmaceutiques, tandis que les communications entre le Laos et le Vietnam seront renforcées pour permettre l'usage, par les laotiens des ports de la RDV. Ces mesures sont en effet indispensables pour briser la dépendance du Laos, pays sans débouché sur la mer, de la Thaïlande par laquelle passait auparavant la totalité des échanges.

L'impasse U.S

C'est donc bien à une dégradation générale de ses positions en Indochine que l'impérialisme américain doit faire face. Et il ne peut en faire porter la responsabilité aux principaux Etats ouvriers : la Chine ne vient-elle pas de faire savoir que le maintien des troupes américaines en Thaïlande -- pourtant base d'agression contre la révolution indochinoise -- était nécessaire et souhaitable pour faire échec aux visées soviétiques dans la région !

C'est l'échec du plan "Kissinger" qui transparaît. Mais par quelle politique le remplacer ? La situation intérieure aux USA, comme le changement des priorités mondiales de l'impérialisme américain interdisent à Washington de se lancer dans une nouvelle escalade en Indochine. Alors, G. Ford multiplie les mesures partielles. Les stocks de munitions constitués en Thaïlande sont envoyés d'urgence au Sud Vietnam. Loc Ninh (dite la "capitale administrative du GRP") et Phuoc Binh sont massivement bombardées par l'aviation saïgonnaise. Une demande de rallonge financière est faite auprès du Congrès américain de 300 millions de dollars, une autre sera réclamée pour le Cambodge. Un pont aérien alimente Phnom Penh. Des mesures d'intimidation sont prises, les avions sans pilote survolent la RDV, les forces d'Okinawa sont mises en alerte, la VIIème flotte manœuvre et le Général d'aviation David Jones se rend à Saïgon. Et l'ambassade U.S. de Phnom Penh fait savoir que l'aviation amé-

ricaine pourrait participer en cas de besoin au ravitaillement de la capitale cambodgienne.

Mais déjà ces mesures d'intimidation ne cachent plus l'incertitude américaine quant aux moyens de riposte dont il bénéficie. Et la bataille au Congrès américain pour l'obtention de nouveaux crédits s'annonce mal. Le sénateur Mansfield, chef de la majorité démocrate, s'est opposé en ces termes à la demande de Ford : "Une aide supplémentaire signifie plus de combats et plus de morts. Cela doit finir un jour. C'est à ces gens de régler leurs différents à leur manière"

(17). Le gouvernement américain va user de tous ses moyens pour augmenter quantitativement l'aide aux régimes fantoches indochinois. Mais il y a peu de chance qu'il puisse changer la nature de son intervention : aide financière, fournitures militaires, encadrement opérationnel, "conseils" politiques, informations militaires, appuis discrets... Cela prolongera la guerre et les souffrances des populations indochinoises. Cela ne permettra pas de redresser, au fond la situation en leur faveur. □

- (1) Le Figaro du 8.1.75
- (2) International Herald Tribune, 28/29-12.74
- (3) Le Figaro du 18.10.74
- (4) FEER 8.11.74
- (5) Le Figaro du 21.10.74
- (6) Le Figaro du 19.11.74
- (7) Sud Vietnam en lutte N° 277 (2 décembre)
- (8) Le Figaro du 10.1.74
- (9) Le Monde du 16.1.74
- (10) Le Courrier du Vietnam, N° 29, octobre 74
- (11) Vietnam Info N° 29 - 19 décembre 74
- (12) International Herald Tribune, 11/12.1.75
- (13) Le Figaro du 17.1.75
- (14) Le Monde des 19 et 20 décembre 74
- (15) Le Monde 1/2.12.74
- (16) Le Figaro 25.10.74
- (17) Le Figaro 14.1.75

ERRATUM

Dans le N° 16-17 (numéro spécial sur la situation économique mondiale) une erreur s'est glissée dans l'article d'Ernest Mandel : La Récession Généralisée de l'Economie Capitaliste Mondiale, page 8, haut de la colonne 2, le chiffre des dépenses américaine

le chiffre des dépenses militaires américaines est de 250 millions de dollars et non de 50 millions.

la voie impériale

A. PARSI

La classe ouvrière iranienne, et surtout la jeunesse ouvrière, produit de la "révolution blanche", est aujourd'hui confrontée à une situation sociale de plus en plus lourde de tensions.

La riposte à la surexploitation

Bien que la majorité de la population iranienne vive encore dans les campagnes, le nombre de ceux qui émigrent vers les villes pour y trouver un emploi ne cesse d'augmenter. On assiste au développement rapide d'une classe ouvrière, concentrée dans les grandes villes comme Téhéran, Tabriz, Isfahan, Racht, Abadan et Mahchad. Actuellement les personnes qui travaillent dans les divers secteurs industriels constituent près de 32% de la population active, contre 22,6% en 1966; cela malgré le développement d'un chômage très fort : 10% de la population active selon les chiffres officiels (1).

Or, ces travailleurs n'ont pas le droit d'association et de réunion, c'est-à-dire ne peuvent former de syndicats pour défendre leurs intérêts de classe. Certes, il existe des syndicats verticaux qui collaborent avec les patrons et la Savak (police politique) : ils n'ont aucun crédit auprès des travailleurs, ce sont des structures vides. Le modèle n'est autre que celui des syndicats corporatistes fascistes; le régime n'a pu les doter d'une base de masse.

Du point de vue de la situation matérielle, si les salaires ont augmenté depuis quelques années, le pouvoir d'achat des travailleurs a relativement baissé (aucune indexation n'existe) et le salaire de la majorité des ouvriers ne leur permet pas d'assurer le minimum nécessaire. L'augmentation des prix des produits de première nécessité est telle que les travailleurs n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins les plus immédiats. Cette situation a donné lieu à une vague de grèves dans les secteurs importants de l'industrie. Parmi les grè-

ves de ces derniers mois, celle de l'usine Irana (fabrique de catelles et de mosaïques appartenant à la famille Erier) en septembre 1974 fut la plus dure et la plus meurtrière. Après avoir occupé l'usine pour protester contre le licenciement de quatre d'entre eux, les ouvriers se virent attaqués sauvagement par les agents de la Savak; il y eut 14 victimes parmi les ouvriers de cette usine.

La grève des ouvriers de l'usine de montage Land Rover, en octobre 1974, ne fut pas moins combative et, ici aussi, une répression brutale eut lieu.

La dernière grève, survenue dans l'usine de Varamine (production de la graisse végétale) est intéressante, car cette usine dépend du ministère de la guerre (plus précisément de ETKA) et fournit l'armée iranienne en graisse végétale. Le 1er octobre 1974, les 250 ouvriers de cette usine se sont mis en grève pour exiger une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Cette grève provoqua également un certain affolement parmi les autorités, étonnées par ce type de lutte.

Il faut souligner qu'aucune de ces luttes n'est mentionnée dans la presse iranienne et il est extrêmement difficile d'obtenir des informations précises à leur sujet.

Ces grèves mettent de plus en plus en évidence la force et la combativité de la classe ouvrière en Iran et le rôle politique qu'elle peut jouer. Il est clair que tant que les ouvriers ne se sont pas organisés et ne se donnent pas les moyens de se défendre face aux attaques de la Savak et de l'armée, d'autres victimes viendront s'ajouter à celles de l'usine Irana.

Pénurie et inflation

Depuis bientôt plusieurs mois, on assiste à une augmentation croissante des prix et une pénurie des produits alimentaires. La réforme agraire du Chah non seulement n'a pas pu résoudre les problèmes des paysans, mais a détruit également toute l'agriculture traditionnelle (vivrière entre autres) du pays, au profit des capitaux étrangers et nationaux. Les efforts du régime en vue de remplacer les communautés paysannes détruites par des coopératives agricoles se sont soldés par un échec. Des paysans ont été obligés, pour payer leurs dettes, (rachat de la terre à l'Etat par versements mensuels), de vendre leurs terres à de grands capitalistes et de devenir ainsi des ouvriers agricoles, ou d'émigrer vers les villes. Des "unités agro-industrielles", dominées souvent par des capitaux étrangers, ont remplacé les communautés paysannes. Parmi les plus importantes, l'on peut citer les suivantes : Sté Herenger et Naraghi (H & N) avec un capital de 425 millions de rials (1 dollar = 68 rials), et 18.617 hectares de terre. 97,5% des actions de cette société appartiennent au capital impérialiste.

La société Iran & Californie (Dezkar) avec un capital de 1.250.000 dollars et 10.536 hectares de terre, 70% des actions appartenant au capital "étranger"; la société Trans World et la société Iran-Yougoslavie.

Ces sociétés produisent en général des denrées destinées à l'exportation (oranges, artichauts, endives, asperges, etc.). Cette situation a provoqué dans les villes une pénurie importante et l'augmentation des prix des denrées alimentaires. La pénurie de la viande, des oeufs, du lait, du pain et du riz a atteint ces derniers mois un niveau extrême. Ainsi, le gouvernement a été obligé de recourir à l'importation de ces produits, mais les produits importés sont destinés en priorité aux militaires et ensuite aux plus de 100.000 kurdes venant de l'Irak et logés dans des camps modernes construits par le gouvernement iranien à Kermanschah. D'autre part, les prix de ces importations (riz pakistanais, viande congelée et blé en provenance des Etats-Unis) sont tellement élevés que le travailleur ne peut pas les acheter. Cette situation a stimulé, spécialement dès l'automne 1974, un mécontentement quasi-général dans la population et surtout parmi les travailleurs.

Où va le revenu du pétrole ?

Le revenu du pétrole joue un rôle très important dans le maintien de la dictature iranienne. En produisant 320 millions de tonnes de pétrole -- 293,1 millions en 1973 -- l'Iran peut compter sur 20 milliards de dollars de revenus pétroliers, soit 16 milliards de plus qu'en 1973 et vingt fois plus qu'en 1970. L'augmentation du prix du pétrole (2) a provoqué, depuis quelques années, la



Pana-India

naissance d'un capital financier autonome non négligeable (Voir à ce sujet l'article de E. Mandel dans INPRECOR N° 10). De grandes banques d'affaires, contrôlées par des capitaux iraniens, ont été créées ces dernières années, dont les plus importantes sont :

- La banque Chahriar, avec un capital de 5 milliards de rials;
- La banque de développement industriel et minier de l'Iran, avec un capital de 960 millions de rials (privée);
- La banque de crédit industriel (Etebarat sanati), avec un capital de 2.600 millions de rials (étatique);
- La banque Etebarat tavoni tozi, avec 300 millions de rials (privée);
- La banque de commerce extérieur, avec un capital de 275 millions de rials (mixte);
- La banque commerciale de l'Iran, avec 250 millions de rials (privée);
- La banque Iran-Moyen-Orient, avec 250 millions de rials (mixte);
- La banque internationale Iran-Japon, avec 200 millions de rials;
- La banque Téhéran, avec 250 millions de rials (mixte).

Grâce à ce capital financier la bourgeoisie iranienne joue un rôle assez important, non seulement dans la région du Golfe persique, mais aussi à l'échelle internationale.

Ces capitaux sont utilisés essentiellement de trois manières.

(1) A l'extérieur, ils sont dépensés sous forme d'aide ou de prise de participation industrielle, financière, etc.; nous pouvons citer ici quelques données significatives à ce sujet. Au cours des dix premiers mois de 1974, ces pétro-dollars ont été utilisés à l'extérieur de la façon suivante :

- Plus de 100 millions de dollars pour l'achat de 25,04% des actions des Acieries Krupp Huttenwerke (3);
- Un milliard de dollars d'aide à la Banque mondiale;

- 75 millions de dollars de crédit à Grumman Corp. (USA);
- 1,2 milliard de dollars de prêt à des sociétés anglaises;
- 1 million de dollars de don à l'université G. Washington;
- 1 milliard de dollars d'avance à la Banque de Paris, pour l'achat de 5 réacteurs nucléaires à la France;
- 3 milliards de dollars de prêt à l'Italie;
- 250 millions de dollars d'aide au Pakistan;
- 250 millions de dollars à l'Inde;
- 2 milliards de dollars d'aide à l'Afghanistan;
- 100 millions de dollars d'aide au Bangla Desh;
- 1 milliard de dollars à l'Egypte;
- 50 millions de dollars d'aide à la Syrie;
- 10 millions d'aide au Sénégal.

(2) La deuxième forme de dépense de ces capitaux est l'achat d'armements, pour renforcer l'armée iranienne. Plus de 60% du revenu du pétrole est consacré à l'armée (Voir INPRECOR N° 2).

(3) La dernière forme d'utilisation de ces capitaux est l'investissement dans les projets industriels nationaux et les plans quinquennaux. Ainsi le 5ème plan quinquennal révisé, qui a débuté en mai 1973, prévoit un investissement de 60 milliards de dollars. Les projets d'investissements mixtes se multiplient dans l'automobile (Renault, Chrysler), la pétrochimie (avec Dupont de Neumours, Union Carbide), l'acierie (Thyssen, Creusot-Loire, etc.). C'est ce capital financier autonome qui permet au Chah et à la bourgeoisie iranienne de prendre certaines positions allant à l'encontre des intérêts immédiats des américains et des compagnies pétrolières. Si le régime du Chah est historiquement garant des intérêts de l'impérialisme américain et du capitalisme mondial en Iran et dans la région, néanmoins, de façon conjoncturelle, il peut manifester une certaine autonomie face à ces intérêts. C'est cette autonomie relative qui permet à la bourgeoisie iranienne de profiter des contradictions inter-impérialistes en vue de se renforcer. C'est également cela qui explique la campagne "anti-impérialiste" et "anti-américaine" lancée par la presse iranienne, et la dénonciation de la dictature iranienne par la presse américaine. (Newsweek du 14 octobre 1974, contenant des attaques contre le pouvoir personnel du Chah et des révélations sur la Savak, a été traduit et publié dans la presse iranienne, afin de forger "l'unité nationale" contre les "ennemis extérieurs").

Le nationalisme au service de la dictature

Il faut essayer de contenir le mécontentement général de la population à coup de propagande nationaliste. C'est la raison pour laquelle les mass-media sont relativement développées : les radios, les chaînes de télévision et les principaux journaux remplissent cette mission. Pour ces propagandistes, l'Iran, centre de l'Asie colonisée d'hier, doit diriger (sous la direction du

Chah) la lutte des peuples du continent contre les "impérialismes en crise". La propagande fait aussi l'éloge du nationalisme iranien, de la grandeur de l'Iran et de la race arienne. Des ex-maoïstes et des anciens cadres du parti stalinien Toudeh contribuent de façon importante à cette propagande.

Du côté de l'opposition, les deux organisations de guérilla qui ont été créées depuis quelques années ont joué un rôle important dans la rupture avec le passé (le réformisme du parti Toudeh et du front national) et combattent avec un héroïsme exemplaire. Mais à cause de la confusion de leurs lignes politiques et leurs conceptions militaristes, elles n'ont pas pu influencer vraiment la vie politique du pays et mobiliser la population. L'organisation "Fedai du peuple", qui adopte une ligne castro-maoïste, a certainement joué un rôle dans le déclenchement de quelques grèves. L'organisation "Combattants du peuple", qui se réclame de l'islam et du marxisme en même temps, jouit d'une certaine audience auprès de la petite-bourgeoisie urbaine. Mais aucune de ces organisations n'a réussi jusqu'à aujourd'hui à proposer un programme concret de revendications transitoires et à faire une analyse des forces en présence, du développement socio-économique de l'Iran.

Face à une armée et une police modernes, à un régime appuyé par l'impérialisme américain et les bureaucraties soviétique et chinoise, il faudrait d'autres réponses que la bombe du fedai. Seul le marxisme-révolutionnaire sera capable de fournir ces réponses et de préparer la classe ouvrière et les paysans iraniens à la révolution socialiste.

- (1) Population totale : 32 millions d'habitants.
- (2) L'Iran est le quatrième producteur mondial de pétrole (derrière les Etats-Unis : 515 millions de tonnes en 1973; l'URSS : 424 millions; l'Arabie Saoudite : 362 millions), mais il est le deuxième exportateur mondial. Il possède 11% des réserves mondiales connues. De plus l'Iran détient des réserves de gaz naturel, qu'elle exporte en URSS (8,7 milliards de mètres cubes vendus en 1974 à l'URSS) et, maintenant, vers la RFA. Le gaz sera aussi une nouvelle source de revenu.
- (3) Il n'est pas inutile de citer une partie des entreprises de la RFA qui intéressent le capital iranien : Siemens (matériel électrique), Kloeckner-Humboldt-Deutz (moteurs et camions), Gute Hoffnungs-Hütte (sidérurgie), Linde (réfrigérateurs), Preussag et Bayer (pétrochimie). Ceci indique certaines options du capital iranien.



PORTUGAL

LA SITUATION POLITIQUE ET L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Nous publions ci-dessous un texte d'analyse d'ensemble produit par les camarades de la LCI (Liga Comunista Internacionalista -- Ligue Communiste Internationaliste, organisation sympathisante de la IVème Internationale au Portugal) et publié dans le N° 7 de Luta Proletaria du 14 janvier 1975. Nos camarades de la LCI ont décidé, lors de leur dernière conféren-

La chute de la dictature fasciste devenait nécessaire et même inévitable, non seulement dans la mesure où sa politique entraînait en contradiction avec les intérêts et le développement des secteurs les plus dynamiques du capital financier, mais aussi parce qu'elle se montrait incapable de résoudre la crise politique et militaire créée par le renforcement de la lutte armée des travailleurs de l'Angola, de la Guinée et du Mozambique ainsi que par la montée des luttes ouvrières au Portugal.

Ce qui permet d'expliquer la nature contradictoire de la situation surgie après le 25 avril, ce fut le caractère contradictoire des diverses forces intéressées dans la chute de la dictature et le fait que celle-ci fut renversée grâce à l'initiative d'une couche de jeunes officiers

ce nationale de participer aux élections à l'Assemblée Constituante qui doivent en principe avoir lieu le 15 mars. Ce texte permet de cerner les lignes de force de la situation sociale et politique au Portugal et de situer la perspective d'ensemble dans laquelle nos camarades vont mener leur campagne électorale.

sujeux à des influences diverses et qui étaient menacés par une défaite militaire en Afrique.

Dans un premier temps, le coup d'Etat militaire du 25 avril apparut en grande partie comme une manoeuvre préventive de la part de Spínola et des secteurs les plus lucides du capital financier. Mais dans la suite immédiate du coup d'Etat se détachent certains secteurs de gauche du MFA qui se sont radicalisés, d'une part vu le contexte répressif dans lequel ils ont dû développer leur action sous la dictature fasciste et, d'autre part, vu l'influence exercée par les organisations démocratiques et ouvrières réformistes sur une partie des membres du MFA.

En outre, au travers des grèves et des manifestations massives qui firent suite à la chute du

fascisme, de la puissante manifestation du 1er Mai, les travailleurs réussirent à améliorer leurs conditions de vie et de travail. Ils portèrent de nombreux et importants coups à l'appareil d'Etat fasciste, expulsèrent des entreprises les administrateurs et divers responsables liés à l'appareil fasciste ainsi que les dirigeants des syndicats corporatistes. De ce fait, ils modifièrent en leur faveur le rapport de force entre les capitalistes et la classe ouvrière et rendirent difficile l'application et le développement des plans de Spínola.

Le développement de la lutte de classes pénétra l'armée. La lutte des travailleurs sous l'unique forme, des soldats et des marins, se dirigea essentiellement contre la discipline militaire mais aussi contre l'embarquement dans les colonies ainsi que sur des objectifs liés aux conditions de vie dans les casernes.

En Guinée, les soldats portugais fraternisèrent avec les combattants du PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et des Iles du Cap Vert), passant outre les instructions venant de Lisbonne, forçant ainsi Spínola et la Junta de Salut National à reconnaître immédiatement l'indépendance de la Guinée-Bissau sous la direction exclusive du PAIGC.

Dans cette période, la classe ouvrière, malgré tout le retard politique et organisationnel hérité de la période du fascisme, s'engagea ouvertement dans une offensive. La bourgeoisie, ne disposant pas de partis politiques dignes de ce nom, fut obligée d'appeler au gouvernement les Partis communiste et socialiste et le MDP (1), qui s'intégrèrent dans un gouvernement de Front National avec le PPD (2), dont la vocation de parti du capital financier était déjà tout à fait visible.

Ceci fut rendu possible parce que le gouvernement se constitua autour de la reconnaissance et de l'application du programme du MFA (Mouvement des Forces Armées). Un programme qui, bien adapté à la défense des intérêts du capital financier, était impulsé par certains secteurs petits-bourgeois du MFA, probablement influencés par la politique suivie par le PCP et le PSP, c'est-à-dire par une politique d'alliance entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie ainsi qu'avec des secteurs de la bourgeoisie non-monopoliste. Quoi qu'il en soit, que cette influence directe ait ou non existé, une convergence du type décrit ici serait toujours possible.

Le rôle des partis ouvriers réformistes dans le gouvernement devait être, et fut, de contenir les luttes des travailleurs dans le cadre strict de la propriété privée. La garantie de la volonté d'agir de la sorte se trouvait dans leurs propres positions réformistes, dans leur acceptation du programme démocratique bourgeois du MFA, dans leur dépendance face au président de la République, à la Junta de Salut National et face à la Commission de Coordination du MFA.

La période que nous cernons ici est celle des grèves de la Lisnave, de la grève avec occupation de la Timex, de la lutte des travailleurs des transports de Lisbonne (Carris), des travailleurs de la TAP (Transports Aériens Portugais), des grèves des CTT (postes) et du textile. Ce fut l'époque de nombreuses grèves avec occupation des locaux par les travailleurs et de l'émergence de nombreuses commissions de travailleurs. Ces commissions étaient en grande partie une réponse à la division organisée par les syndicats de travailleurs dans une même entreprise (organisations syndicales fascistes). Mais leur action se développa souvent jusqu'au niveau d'une réelle direction de la grève et continua dans la perspective de la défense des avantages acquis en développant des formes de lutte sur les licenciements, les rythmes de travail et la hiérarchie qui s'inscrivent dans le cadre du contrôle ouvrier. De nombreux journaux ouvriers voient le jour (O Trabalhador da Mesasa, O Novo Portuário, Jornal da Greve, da Efacec-Inel, etc.).

Le prolétariat, spécialement ses secteurs les plus avancés, accroît sa conscience du rôle décisif qu'il joue dans la production et renforce sa combativité, son expérience et son organisation. Mais, en même temps, vu son relativement bas niveau de conscience politique, il confond quelques victoires partielles et conjoncturelles avec des victoires définitives, irréversibles.

Face au développement des luttes et dans un contexte qu'aucun nouveau pouvoir ne pouvait stabiliser, les capitalistes, la Junta de Salut National et le MFA, chacun à sa manière, manifestèrent deux préoccupations majeures.

En même temps qu'ils évitaient une répression massive et directe, ils firent quelques concessions salariales et sociales dans certains secteurs et cherchèrent à contrôler l'inflation en gelant les prix. Mais ils misaient avant tout sur les illusions des travailleurs face à la nouvelle situation ainsi que sur les intentions du MFA.

Ces illusions créées par l'appui même que les partis ouvriers réformistes donnaient au MFA vont permettre à ce dernier d'isoler, et y compris de briser certaines luttes les plus avancées des travailleurs (CTT, TAP, Lisnave, etc.), et ceci avec l'appui précieux du PCP et même de l'Intersyndicale qui se renforça avec l'adhésion de nouvelles couches de travailleurs qui s'éveillaient à la lutte.

Pendant que le MFA faisait l'expérience dans la pratique politique de son importance et se reconnaissait une vocation bonapartiste, les partis communiste et socialiste se donnaient comme tâche d'empêcher la généralisation des luttes, isolant les travailleurs les plus conscients et combatifs du reste de la classe ouvrière et centrant toujours plus l'Intersyndicale vers son rôle d'appareil d'encadrement réformiste des travailleurs.

La formation du régime bonapartiste militaire de la bourgeoisie

De fait nous nous trouvons dans une société où se perpétuent les rapports de production bourgeois, où les capitalistes continuent à dominer et où les centres de pouvoir politique échappent au contrôle direct de la bourgeoisie ou, mieux, à un quelconque de ses partis. Une caste militaire a émergé au-dessus des deux classes sociales fondamentales antagonistes, au-dessus des propriétaires et des prolétaires, des exploités et des exploités, établissant une domination derrière laquelle se cache en réalité le capital financier. (...)

En outre, la situation politique et la forme de régime se révèlent immédiatement instables. Le centre d'exercice du pouvoir politique se situe sans doute dans les structures politiques du MFA et des Forces Armées. Au sein de l'armée et à divers niveaux de direction coexistent plusieurs tendances politiques bourgeoises et même certains secteurs liés au mouvement ouvrier. S'il est vrai que l'armée proprement dite reste une institution bourgeoise, comme tout l'appareil d'Etat, il est aussi vrai qu'en son sein s'instaure un équilibre instable entre la hiérarchie et les structures traditionnelles d'une part et, d'autre part les structures et la hiérarchie qui expriment les tendances petites-bourgeoises réformistes qui ont élaboré le programme du MFA. Enfin, à cause de l'équilibre relatif des forces entre les classes, à cause de l'équilibre au sein même de l'armée et vu les rapports avec les mouvements sociaux, la Junte de Salut National, la Commission de Coordination du Programme et le MFA apparaissent sur la scène politique comme des médiateurs relativement indépendants. La classe dominante, la bourgeoisie, dirige au travers d'une caste militaire petite-bourgeoise réformiste. Cette caste militaire, à son tour, domine grâce à des institutions, des lois, et l'idéologie bourgeoises. Il est clair que, dès lors, surgissent au niveau de l'appareil d'Etat des conflits entre la classe dominante et sa forme de domination, conflits qui se traduisent plus spécifiquement dans les confrontations entre les divers centres d'exercice du pouvoir politique. C'est ainsi que le développement de la lutte de classe et les options politiques qu'il était nécessaire de prendre, plus particulièrement sur la question coloniale, conduisirent à une lutte sourde entre les spinolistes et les secteurs petits-bourgeois radicaux du MFA. Cette confrontation apparut brusquement à la lumière le 28 septembre 1974. Tandis que le régime bonapartiste se consolidait, la continuation de la lutte armée des travailleurs de l'Angola, du Mozambique, les manifestations de fraternisation entre soldats portugais et combattants des mouvements de libération, les pressions des secteurs de gauche du MFA et des partis ouvriers réformistes obligèrent Spínola à reculer dans son plan de stratégie néo-coloniale. Tout en continuant cependant à tenter d'obliger les mou-



une caste m
a émergé au-
des explo
des exploit

vements de libération à faire le maximum de concessions de façon -- spécialement en Angola -- à imposer une solution néo-coloniale en relation avec l'impérialisme et les forces politiques qui lui sont liées (FNLA, UNITA, Mobutu). En même temps, les secteurs qui, dans l'appareil d'Etat, représentent les plus directement les intérêts du capital financier vont profiter du reflux relatif des luttes ouvrières (après fin juin) pour réprimer l'action des organisations révolutionnaires et publier des décrets répressifs concernant le droit de réunion, de grève, etc.. Ils essayaient, de cette manière, d'ouvrir une voie afin que les capitalistes puissent récupérer ce qu'ils avaient été obligés de concéder dans la période faisant suite à la chute de la dictature. Les licenciements, l'inflation, l'augmentation des rythmes de travail constituent le moyen concret pour cette opération.(...)

Pour atteindre ses objectifs de restructuration économique, d'intégration dans le Marché Commun, on peut comprendre que la bourgeoisie portugaise avait besoin d'enlever aux travailleurs les conquêtes qu'elle avait dû concéder. Dès lors, elle réprima les luttes ouvrières les plus avancées, permit le développement des organisations d'extrême-droite et encouragea ainsi la réaction. Galvão de Melo n'hésitait pas à discuter avec les membres de la PIDE qui s'étaient mutinés.



aire
ssus
eurs et
..



Gonçalves

Les difficultés dans l'application de la tactique initiale du capital financier (décolonisation fédéraliste et instauration d'un Etat fort sous la direction de Spínola) stimulent certains des secteurs les plus liés à l'exploitation coloniale, à la spéculation boursière et aux branches industrielles les plus condamnées, à agir pour leur propre compte, à chercher à organiser certaines couches de la petite-bourgeoisie, dans le cadre d'un projet réactionnaire.

Les grands industriels et banquiers, après le choc initial, retrouvent des forces... Au travers de diverses manoeuvres, ils tentent de faire pression sur le gouvernement provisoire pour que celui-ci définisse plus clairement sa politique comme une politique qui assure un profit suffisant aux investissements. Ainsi, les garanties du second gouvernement provisoire -- qui apparut après la tentative échouée de coup d'Etat constitutionnel de Palma Carlos -- ne se firent pas attendre. Les discours de Vasco Gonçalves étaient clairs à ce propos. Le prix du pain, du sucre et du lait va monter. On affirme la nécessité de l'épargne. Les portugais doivent faire un effort pour reconstruire une économie que le fascisme a conduit au chaos. Aux capitalistes on demande de ne pas se décourager, d'investir et d'en profiter. Aux travailleurs, on réclame de travailler, d'accepter tous les sacrifices et de ne pas per-

turber le bon fonctionnement des entreprises. (...) Cette première offensive globale de la bourgeoisie fut rendue possible par la politique des réformistes; mais elle se heurta à la résistance des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière (grève de la TAP, Journal du Commerce, Lisnave).

Pendant toute cette période des luttes ouvrières eurent lieu spécialement dans les secteurs où les capitalistes avaient recours aux licenciements collectifs pour récupérer les augmentations de salaire concédées. Dans ce sens, le mois d'août fut un mois de lutte contre les licenciements et les bas salaires.

Parallèlement, la bourgeoisie cherchait à résoudre rapidement la question coloniale. Mais, après l'indépendance de la Guinée, les accords de Lusaka montraient non seulement que la bourgeoisie portugaise, avec l'aide de l'impérialisme et de la bourgeoisie africaine, espérait obtenir des accords et des concessions de la part des mouvements de libération, mais aussi qu'elle était obligée de céder beaucoup plus vite qu'elle ne le désirait. En Angola où la situation militaire n'était pas si désastreuse, où les mouvements qui menaient la lutte étaient divisés, y compris en leur sein (MPLA), où les intérêts de l'impérialisme sont importants ainsi que les richesses (diamant, pétrole), la tactique est différente. Spínola chercha à prendre directement en main la question de la décolonisation de l'Angola (cessez-le-feu, gouvernement provisoire intégrant les mouvements de libération et les autres organisations, élections pour une Constituante, etc.) avec le but de marginaliser le MPLA et de s'appuyer sur Mobutu, Holden Roberto et Savimbi pour imposer une solution néo-coloniale.

La signification politique du 28 septembre

Le 19 septembre, après un appel de Spínola, la "majorité silencieuse" est invitée à manifester son appui au président de la République. Rapidement il apparaît qu'autour de cette manifestation du 28 septembre se réunissent de multiples forces de droite et d'extrême-droite. Des secteurs capitalistes qui avaient appuyé le coup d'Etat militaire du 25 avril (Champallimaud, Galvão de Melo) se sentaient dépassés par les événements et étaient préoccupés par les liens entre le MFA et les partis réformistes. Ils se lient avec des légionnaires comme Casal, Ribeiro et des colonialistes célèbres comme Franco Mogueira et Kaulza de Ariaga.

La droite et l'extrême-droite se mobilisent. Les banquets se multiplient, les armes s'accumulent. Le 25 septembre les forces réactionnaires occupent le Campo Pequeno (arènes) : ceci constitue la première démonstration massive de force de la droite. Spínola ovationné accepte le rôle qu'on lui attribue. Des secteurs croissants du capital financier liés à l'impérialisme nord-

américain ou au sous-impérialisme brésilien, ainsi que les fractions de la bourgeoisie les plus attachées au système colonial (banque Espírito Santo) appuient plus ou moins ouvertement cette offensive de la droite et de l'extrême-droite. Avant tout, ce sont les milieux de la petite-bourgeoisie rurale qui sont mobilisés en combinaison avec les manifestations du colonat réactionnaire de l'Angola et du Mozambique. Cette offensive vise à provoquer une scission dans l'armée et à dissoudre le MFA. Mais contre la manifestation du 28 -- qui avait pour fonction de créer une situation de tension permettant à Spínola de déclarer l'Etat de siège, d'assumer l'entière responsabilité du pouvoir et de réprimer les organisations ouvrières et révolutionnaires -- surgit la mobilisation des travailleurs stimulée par l'Intersyndicale et diverses organisations ouvrières et révolutionnaires. Cette mobilisation, la formation des barrages et barricades, força à son tour l'intervention du MFA et déterminait le sens de son action. Spínola et les divers groupes insérés dans l'opération reculèrent lorsqu'ils virent que le rapport de forces au sein du MFA et entre ce dernier et l'armée ne leur était pas favorable.

La classe ouvrière sortit renforcée de l'épreuve du 28 septembre. Beaucoup de travailleurs comprirent leur capacité propre de lutter contre la réaction. Ce fut le cas des typographes qui empêchèrent la publication d'annonces en faveur de la "majorité silencieuse" ou des chauffeurs et conducteurs de bus qui désorganisèrent, par le boycott, la manifestation réactionnaire. Pourtant il est nécessaire de distinguer la capacité de mobilisation des travailleurs et leur degré de conscience politique. Les partis et organisations réformistes réussirent à détourner les travailleurs d'une lutte anti-capitaliste concentrant leur attention sur la lutte contre la réaction et le fascisme. Ce fut l'incapacité du prolétariat à intervenir dans la crise comme force indépendante et déterminante qui permit au MFA de reprendre le contrôle de la situation, de substituer aux barricades érigées par les travailleurs et exerçant une vigilance de classe contre les réactionnaires, des groupes de soldats qui inspectaient les véhicules et permirent même à Spínola de faire un discours de démission dans lequel il appelait les capitalistes nationaux et internationaux à recourir aux armes économiques et à faire pression sur le gouvernement provisoire, préparant sa chute si cela était nécessaire.

C'est encore le retard politique du prolétariat portugais et la politique de collaboration de classe développée par les réformistes qui permet de comprendre qu'un des résultats immédiats des événements des 27 et 28 septembre fut le "dimanche de travail" proposé par Vasco Gonçalves. Un dimanche qui devait accroître les illusions des travailleurs dans le mythe de la reconstruction nationale et faire la démonstration pour l'impérialisme que le gouvernement et le MFA contrôlaient la situation. Au niveau politi-

que une des conséquences immédiates du 28 septembre fut sans aucun doute la consolidation du régime bonapartiste militaire.

L'évolution depuis le 28 septembre

Les partis ouvriers réformistes -- avant tout le PCP -- jugèrent que leur heure était venue après le 28 septembre. Ne pouvaient-ils pas apparaître comme les sauveurs de la nation et de la démocratie ? Ceci créerait un nouveau rapport de forces qui leur permettrait d'augmenter leur influence et de renforcer leur position dans l'appareil d'Etat. Mais ils ne réussirent qu'à renforcer le pouvoir du MFA sur la vie politique en général et sur le mouvement ouvrier en particulier. Et le MFA, par sa nature propre, parce qu'il est partie intégrante des forces armées dont l'existence et le fonctionnement sont liés par mille fils à la société bourgeoise ne peut que servir la bourgeoisie elle-même. Et c'est pour cela que les initiatives du PCP (la lutte contre les monopoles, la réforme agraire, la participation du MFA à la Constituante) vont à chaque fois être dénaturées par des instances qui doivent représenter l'unité la plus grande entre "le peuple et les forces armées". C'est pour cela que les critiques voilées contre certains ministres et certaines lois se heurtent à une opposition discrète mais ferme du Conseil des Vingt (MFA) et du Conseil des Ministres. Il ne servit à rien au PCP d'abandonner les aspects les plus radicaux de son programme en huit points (nationalisation des monopoles) lors de son dernier congrès extraordinaire, s'adaptant toujours plus au programme du MFA. Une nouvelle période s'ouvrit alors dans laquelle le renforcement du MFA va fusionner avec sa transformation progressive en gérant des intérêts de la bourgeoisie, et durant laquelle son programme se développe, mais dans ses aspects les plus "mauvais". En même temps, le MFA va s'élargir aux Forces Armées, sa hiérarchie se combinant avec la hiérarchie traditionnelle. Ceci au moment où il se dissout dans l'appareil d'Etat, perdant son indépendance initiale par rapport à l'Etat bourgeois, dans la mesure précise où ses responsabilités gouvernementales augmentent. Toutes les lois que le MFA propose et que le gouvernement provisoire publie sont marqués du réformisme bourgeois. Le dernier exemple nous est fourni par le plan économique et social de Melo Antunes, dont le caractère social-démocrate ne fut en aucune mesure altéré par les modifications proposées par la Commission de Coordination et approuvées lors de la dernière assemblée des délégués du MFA.

La bourgeoisie battue, et dont les secteurs favorables à un coup d'Etat immédiat sont écrasés, modifie sa tactique. Elle cherche avant tout à influencer de l'intérieur les Forces Armées et le gouvernement tout en se préparant activement pour les élections.

Au même moment les partis ouvriers réformistes et avant tout le PCP font des manœuvres dé-

sespérées afin d'altérer en leur faveur la politique du MFA avec l'intention, plus ou moins déclarée, de faire que l'armée procède à des réformes de fond, qu'elle confirme l'importance déterminante du PCP, assurant sa permanence au gouvernement et augmentant l'appui et la confiance des travailleurs dans la politique de participation du PC au gouvernement provisoire, rendant ainsi possible une "authentique démocratie", ou, du moins, une démocratie selon le PC. Mais le MFA n'est pas une avant-garde révolutionnaire et on ne combat pas la réaction et le grand capital avec les moyens et les méthodes proposées par le PCP et le MDP. Le PCP trahit la classe ouvrière en tentant de se lier aux classes qui, à leur tour, le trahiront. Toute cette évolution des rapports politiques diminue les craintes de la bourgeoisie, renforce sa confiance dans la gestion bonapartiste de la crise et de ses intérêts propres, et lui permet d'envisager avec plus de confiance le futur, préparant une victoire électorale des partis de droite grâce à sa force financière et à son influence politique spécialement dans les centres ruraux.

Or vu la marge de manoeuvre économique restreinte de la bourgeoisie portugaise, vu l'incapacité politique des partis réformistes, vu la fragilité actuelle des organisations révolutionnaires et la division au sein de la classe ouvrière -- division aggravée par le chômage, par quelques défaites partielles et par l'isolement des secteurs les plus combattifs des gros bataillons de la classe ouvrière --, une victoire électorale de la droite provoquerait une tentative d'instauration d'un Etat fort, c'est-à-dire un Etat avec un Exécutif fortement centralisé, et capable de canaliser et de réprimer les luttes ouvrières. Mais pour qu'il soit capable d'instaurer un tel Etat sans de graves confrontations sociales, il est nécessaire que la résistance de la classe ouvrière soit quasiment nulle et qu'elle soit démoralisée et démobilisée par le gouvernement provisoire.

Actuellement, la situation économique et politique est pleine de difficultés pour la bourgeoisie. Contrairement aux prévisions du Ministre Rui Vilar l'inflation galopante continue, les fuites de capitaux et les faillites frauduleuses se multiplient, les licenciements continuent et le nombre de chômeurs s'élève déjà à 150.000. Ce chiffre augmentera vu le retour des soldats et les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs immigrés dans les pays capitalistes. Les dépôts bancaires restent bas malgré l'augmentation du taux d'intérêt. Ceci implique des restrictions de crédit. De nombreuses petites et moyennes entreprises sont confrontées à de graves problèmes. La balance commerciale se détériore, de très grands déficits apparaissent. Les revenus du tourisme diminuent et les envois de devises des immigrants n'augmentent pas, détériorant ainsi la balance des paiements. Les investissements se font prudents et diminuent même. L'agriculture connaît une crise rampante. Et comme si cela ne suffisait pas les tentatives de modification du système agraire, au travers de décrets

sur le taux de fermage et l'utilisation des terres incultes, se heurtent au retard politique des paysans et à l'inertie traditionnelle des structures agraires. Enfin, les étudiants n'étudient pas; la réforme technocratique réformiste de l'enseignement a fait long feu.

La résolution de la crise économique de la bourgeoisie ne passe pas seulement par une attaque aux conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, mais encore -- et surtout -- par la résolution de sa crise de domination politique. Pour atteindre cet objectif, la bourgeoisie utilise actuellement deux moyens; à travers le plan économique et social d'urgence, elle réduit le pouvoir d'achat de certaines sections de la bourgeoisie qui constituaient le principal appui du régime fasciste; elle limite et attaque les conditions de vie et les possibilités de lutte des travailleurs.

Par ailleurs et surtout, la bourgeoisie tente d'utiliser les élections à l'Assemblée Constituante pour dévier les luttes des travailleurs dans les usines, les syndicats et les commissions d'entreprise vers le terrain électoral; elle tente de substituer aux revendications économiques et sociales des masses l'exigence d'une Assemblée Constituante démocratique. En outre, une victoire électorale des forces de droite capitalistes (CDS -- Centre Démocratique et Social et PPD) permettrait à la bourgeoisie d'utiliser la Constituante pour légitimer des nouvelles formes de domination et pour accélérer la formation d'un Etat fort qui, dans la mesure du possible conserverait une certaine apparence de démocratie pour mieux tromper les travailleurs.

Pour tout ceci il est nécessaire que les révolutionnaires adoptent une position claire vis à vis des élections à l'Assemblée Constituante. Il faut qu'ils interviennent activement dans les élections pour dénoncer implacablement leur nature et leurs objectifs en les utilisant pour développer leur propagande et leur agitation révolutionnaires, se servant de la Constituante comme d'une tribune de dénonciation de l'exploitation dans la société capitaliste, mais subordonnant toujours leurs interventions dans les institutions bourgeoises à la lutte pour l'auto-organisation et l'action directe des masses laborieuses.

- (1) MDP -- Mouvement Démocratique Portugais, qui se créa en tant que parti à l'échelle nationale après le 25 avril. Son origine remonte à 1969, lorsque dans les élections législatives se présenta la CDE (Commission Démocratique Electorale). Le MDP est aujourd'hui contrôlé par le PCP et joue le rôle de couverture électorale du PCP dans les régions les plus "retardées" spécialement.
- (2) PPD : Parti Populaire Démocratique, dirigé par Francisco Sá Carneiro. Il représente aujourd'hui l'axe central des partis bourgeois.

LE CONGRES DE FONDATION DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

P. ROUSSET

Du 19 au 22 décembre 1974 s'est tenu à Paris le congrès constitutif de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IVème Internationale). Ce congrès fera date dans l'histoire du mouvement trotskyste français. Parce qu'il s'est attaché à analyser une réalité sociale et politique fort différente de celles qui prévalaient lors des 3 congrès (1969, 1971, 1972) de l'ex-Ligue Communiste, dissoute en juin 1973 par le gouvernement pour ses activités anti-fascistes et anti-racistes. Parce que la nouvelle organisation enregistre de profonds changements par rapport au passé, notamment dans ses liens avec les luttes ouvrières, et doit, en conséquence, résoudre des problèmes nouveaux d'intervention.

Le contexte politique

Les trois congrès de l'ex-Ligue Communiste se sont déroulés dans un contexte politique que l'on pourrait définir comme celui de l'après-Mai 68. Le gaullisme entraînait alors en crise ouverte. Les partis ouvriers réformistes n'offraient aucune perspective politique consistante à la classe ouvrière consciente de combien cette carence avait pesé lors de la grève générale. L'extrême-gauche révolutionnaire affirmait sa présence à l'occasion d'importantes mobilisations centrales. Une nouvelle génération de militants ouvriers d'avant-garde émergeait progressivement dans les entreprises.

Aujourd'hui, la récession économique internationale domine la scène politique française. Dans l'état actuel du rapport de force entre les classes, le régime Giscard d'Estaing apparaît incapable de résoudre la crise de direction bourgeois ouverte en France avec l'ébranlement du

bonapartisme. Il est condamné à la gérer au mieux en préparant les prochains affrontements sociaux. Les militants révolutionnaires et ouvriers sont maintenant confrontés à l'affirmation par les grands partis réformistes (PS et PCF) d'une solution apparente à la crise : l'Union de la Gauche et son Programme Commun de Gouvernement. Enfin, les luttes antérieures menées dans les entreprises, l'accélération de l'inflation, l'apparition d'un chômage massif, exigent de l'avant-garde qu'elle soit plus capable qu'avant d'offrir des réponses précises, et concrètes, quant à la manière de lutter.

Dans cette conjoncture politique, la faiblesse des racines sociales de l'extrême-gauche, les déviations ultra-gauches ou opportunistes qui la traversent pour une grande part, pèsent de tout leur poids. Elle subit une crise générale de croissance, marquée par la recomposition de certaines organisations (départ du courant Rocard du PSU), l'éclatement de scissions (dans Lutte Ouvrière -- courant trotskyste économe), la disparition d'un courant mao-spontanéiste centralisé au profit d'un gonflement -- relatif -- des sectes mao-staliniennes (Humanité Rouge et Front Rouge), l'absence d'orientation définie (Révolution ! -- courant ultra-gauche issu de l'ex-Ligue Communiste), la marginalisation complète (AJS-OCI -- secte trotskyste droitier).

Une organisation en mutation

Le mouvement trotskyste lié à la IVème Internationale s'est avéré le plus à même, au sein de l'extrême-gauche française, à saisir les données nouvelles de la situation politique et des luttes de classe. Il n'empêche qu'elles ont né-

cessité l'ouverture d'un débat interne très ample. Et ce d'autant plus que nous en sommes à une étape très particulière de notre développement organisationnel.

Les statistiques concernant l'organisation et le congrès (composition sociale, sexe, âge, responsabilités syndicales, etc.) illustrent le progrès enregistré non seulement par rapport à la période avant Mai 68, mais aussi par rapport aux deux dernières années.

Le changement le plus important par rapport aux trois congrès de l'ex-Ligue Communiste concerne la composition sociale. Les salariés représentent 61% des militants (69% si l'on compte les étudiants salariés). Soit 12% d'ouvriers, 17% d'employés, 5% de techniciens, 3% de cadres, 13% d'enseignants titulaires, 8% d'enseignants auxiliaires, 4% de chômeurs (sans parler de plus de 5% de "divers"...). Les étudiants n'atteignent plus que le pourcentage de 24% (susceptible d'augmenter un peu durant l'année universitaire); les lycéens à peine 5%. Au printemps dernier, une conférence nationale des groupes Taupe Rouge (de sympathisants travailleurs) et des cellules d'entreprise de ce qui était le Front Communiste Révolutionnaire avait rassemblé 1.300 militants dans une ville de province, Lyon. Au-delà de ces chiffres, cependant, il y a une implantation ouvrière très inégale: forte dans les hôpitaux, les postes et télégraphes par exemple, elle est relativement plus faible dans le prolétariat industriel, métallurgie, automobile, etc..

Plus important, un nombre croissant de militants syndicaux (près de 55% du nombre total des membres sont à la CGT, à la CFDT -- les deux principaux syndicats ouvriers -- et à la FEN, le syndicat enseignant) ont une expérience réelle de lutte et assument des responsabilités syndicales (c'est le cas, à titre divers, de plus d'un tiers des syndiqués). Les débats sur les tâches ont corrélativement changé; ils sont devenus très concrets.

Entre le 3ème congrès de l'ex-Ligue Communiste et le congrès de fondation de la LCR, notre mouvement a cru de 15 à 20%, malgré les départs trop fréquents de militants.

Mais ces progrès considérables (rappelons que, il y a 6 ans, nous n'intervenions encore presque en milieu étudiant) ne doivent pas cacher les faiblesses de notre développement.

L'organisation reste très jeune. Elle a, certes, notablement "vieilli". L'âge moyen des délégués au congrès était de 3 ans supérieur à celui du 3ème congrès de l'ex-Ligue Communiste. Les tranches d'âge les plus nombreuses dans l'organisation sont celles des 21 à 25 ans (47%), 26 à 30 ans (27%) et 18 à 20 ans (13%). Mais 50% environ des militants ne sont dans le mouvement trotskyste que depuis 1972. 26% seulement ont 5 ans et plus d'activité poli-

tique dans notre courant. Contre 21% qui ont adhéré en 1974. Cela montre que si l'organisation croît numériquement régulièrement elle n'en perd pas moins un nombre important de militants et c'est grave.

La composition par sexe est en progrès. Elle reste cependant très inégale. Il y a environ 30% de militantes dans la LCR. Plus significatif encore, le pourcentage tombe à 23% en ce qui concerne les délégués au congrès et à 16% en ce qui concerne les responsabilités au niveau des villes.

De façon plus générale, les militants ouvriers rencontrent d'importantes difficultés dans leurs prises de responsabilités centrales dans l'organisation et le renforcement des cellules d'entreprises est beaucoup plus lent que la multiplication des groupes de sympathisants organisés (les groupes Taupe Rouge) dans les entreprises.

Le problème ne peut pas être présenté qu'en chiffres. Le mouvement trotskyste français est devenu une véritable organisation politique nationale (le "plus petit des partis" disent parfois des journalistes bourgeois). Mais la LCR n'est pas encore -- et de loin -- à même d'offrir une alternative politique concrète et cré-dible aux partis réformistes. Jamais nous n'avons été aussi impliqués dans d'importantes luttes ouvrières (dernier exemple en date, celui de la grève des PTT), jamais les thèmes qui nous sont propres n'ont été aussi discutés dans le mouvement ouvrier (comme celui de l'auto-organisation de la classe ouvrière) et jamais notre implantation syndicale n'a été aussi notable. Mais nous sommes encore incapables d'offrir pratiquement des solutions nationales aux luttes et des débouchés nationaux aux batailles de tendances menées dans les syndicats ouvriers. Les résultats de 5 ans d'activité anti-militariste, nourrie par la crise de l'armée française, ont dépassé tout ce qui pouvait être espéré. Mais l'extrême-gauche n'a pas su initier, en soutien aux manifestations d'appelés, de mobilisations centrales équivalentes à celles du mouvement contre la Loi Debré de 1973, etc..

Nous en sommes à une étape très particulière de notre développement où nos responsabilités objectives ont considérablement grandi, où nos capacités d'intervention dans la lutte de classes sont sans commune mesure avec celles d'il y a 6 ans ou même 3 ans, mais où nous ne pouvons toujours pas offrir en pratique d'alternative nationale à la politique des partis réformistes.

La combinaison d'un changement dans la situation politique française et d'une étape de tension de notre développement organisationnel, le tout sur un fond d'approfondissement européen de la lutte de classes, voilà ce qui rendait nécessaire l'ouverture d'un large débat interne.

L'organisation s'est divisée en quatre tendan-

ces quant à l'orientation à adopter, quant à l'analyse de la situation politique, à la modification de la forme et du contenu de notre travail de masse, quant aux mesures organisationnelles à prendre en conséquence. Ce sont les thèses de la tendance 2 qui ont prévalu.

Le congrès a souligné la nature structurelle de la crise du régime. Il ne peut espérer en effet, en l'état actuel des choses, d'écèlement de l'Union de la Gauche, malgré le débat qui oppose aujourd'hui le Parti Communiste (PC) et le Parti Socialiste (PS), provoquant le ralliement du PS à une solution centriste. La recomposition du PS, en effet, en serait remise en cause. Tout en soulignant la nature bourgeoise du Programme Commun de Gouvernement et l'existence d'une orientation de collaboration de classe de la part du PC et du PS, le congrès s'est refusé à caractériser l'Union de la Gauche comme un front populaire embryonnaire (comme le proposait la tendance 4). La contradiction essentielle de l'Union de la Gauche reste d'être un front de collaboration de classes perçu par la classe ouvrière comme l'unité des grands partis ouvriers. Elle tend donc à la fois à dévoyer la lutte de classes et à la stimuler par l'espoir qu'elle suscite en offrant une alternative apparemment crédible à la crise de direction bourgeoise. C'est en conséquence directement le projet réformiste et du PS et du PC qu'il faut dénoncer comme tel et non mettre avant tout l'accent sur l'alliance organique nouée avec des forces bourgeoises -- les radicaux de gauche -- (comme le préconisait la tendance 1).

Le congrès a situé concrètement pour la France la place que l'émergence d'une avant-garde large -- et en son sein d'une avant-garde ouvrière à caractère de masse -- décrite dans le document européen adopté au Xème Congrès Mondial de la IVème Internationale, occupe dans la construction de la section française. La tendance 4 en niait la place centrale, rejetant la conclusion du document européen. Atteindre les masses par des mobilisations concrètes grâce à la mise en mouvement de l'avant-garde large que représente cette génération de militants qui -- sans opérer une rupture stratégique avec le réformisme -- échappe concrètement au contrôle des bureaucraties et affirme une capacité d'initiative autonome. Gagner l'hégémonie sur cette dernière en contribuant à l'orienter vers les masses et en renforçant qualitativement notre implantation dans l'avant-garde ouvrière large. Appliquer dans cette optique une démarche de front unique ouvrier qui s'appuie sur les aspirations unitaires des masses pour un programme de lutte de classe. S'adresser en conséquence de façon prioritaire, en ce qui concerne l'extrême-gauche, aux courants politiques centristes qui reflètent à leur manière le processus de radicalisation en cours dans la classe ouvrière en ouvrant un débat, notamment avec le PSU. Orientation d'ensemble donc, rejetée par la tendance 1 qui y voit, entre autres, la tentation d'une adap-

tation aux aspirations propres et confuses de l'avant-garde ouvrière large, et par la tendance 3 qui craint qu'une différenciation trop marquée entre l'avant-garde large et sa composante ouvrière ne fasse naître une orientation ouvriériste. Ce débat fut central pour les implications qu'il pouvait avoir aussi bien dans l'analyse de la situation politique que dans les orientations tracées pour le travail de masse et dans les choix de construction de l'organisation (au niveau national et des villes).

Le congrès enfin a impulsé une profonde modification de notre travail de masse à partir de l'expérience accumulée dans le travail de solidarité Chili, le mouvement de libération des femmes, les luttes ouvrières, etc.. Il restait en effet par trop marqué par une conception "initiativiste" (vivant de mobilisations centrales répétées) et par une pratique parfois sectaire.

Le congrès a conclu, enfin, ses travaux en adoptant une série de mesures qui doivent accélérer la mutation en cours de notre mouvement. Priorité est donnée à la formation politique et avant tout à la formation de cadres; à la prise en charge par les directions centrales de l'intervention ouvrière et à la mise en place de publications et d'écoles de formation spécifiquement adaptées à l'éducation des militants ouvriers; à la transformation de notre système de presse en préparant le lancement d'un quotidien en septembre-octobre prochain; modification du fonctionnement des directions. C'est en fait un nouveau système d'organisation qui doit être progressivement mis en place, qui doit s'appuyer sur une politisation qualitative de la vie intérieure de la Ligue, la transformation de ses rapports au travail de masse, la modification des comportements militants toujours marqués par l'individualisme, le sexisme ou l'élitisme.

Pour l'essentiel le débat aura porté sur le problème de l'application de la démarche du Programme de Transition à la tactique de construction du parti dans une situation politique et dans un rapport de force déterminés. Il intéresse à ce titre l'ensemble de l'Internationale.

Ce congrès aura été préparé - et permis - par la tenue d'un débat démocratique réel. Tout courant qui regroupait sur la base d'une orientation politique trente signatures de militants bénéficiait des droits des tendances : finances égales fournies par l'organisation; droit de réunions locales, régionales ou nationales; place égale dans le bulletin intérieur, droits égaux aux voyages d'orateurs, temps de rapports égaux au congrès et temps d'intervention des délégués supérieurs à la proportionnelle des votes enregistrés dans les congrès régionaux, présence au nouveau comité central.

La faiblesse politique relative de l'organisation comme ses dysfonctionnements nombreux ont évidemment pesé négativement sur les débats.

Mais leur déroulement a marqué un progrès important par rapport aux trois congrès de l'ex-Ligue Communiste. Une réelle tradition de centralisme démocratique s'implante ainsi. Et cela est décisif pour l'avenir, d'autres débats devant nécessairement surgir.

C'est après ce débat que la tendance 2 a recueilli 59% des voix des délégués au congrès; la tendance 3, 19%; la tendance 1, 18,6% et la tendance 4, 3%.

Les débats ouverts par ce congrès portaient uniquement sur la France. Le congrès n'en fut pas moins internationaliste. Par sa demande d'intégration à la IVème Internationale. Par les saluts qu'il envoyait aux prisonniers politiques espagnols, aux peuples des anciennes colonies portugaises et à ceux d'Indochine en lutte, au camarade Ceylanais Wijeweera qui venait d'être condamné lourdement, aux militants chiliens confrontés à la dictature. Par la présence de

représentants de nombreuses organisations de la IVème Internationale, par les saluts qu'on tenu à y apporter les militants chiliens : Luis Vitale, militant trotskyste du PSR, Edgardo Enriquez, au nom du MIR, ainsi qu'un camarade de la Ligue Communiste du Chili. Par les messages adressés par le PDUP-Manifesto et Lotta Continua (Italie), la Junte de Coordination Révolutionnaire d'Amérique Latine, le Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Argentine. Enfin par le salut du représentant du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale.

Le premier congrès du Front Communiste Révolutionnaire, devenu Ligue Communiste Révolutionnaire, a poursuivi ainsi la tradition du Parti Communiste Internationaliste et de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, dissouts par le gouvernement en juin 1968, et de l'ex-Ligue Communiste, dissoute en juin 1973.

(suite de la page 2)

la mort de Jabra Nicola

Cependant la radicalisation qui traversa le monde arabe après la défaite de la Guerre des Six jours, et celle qui se produisit en Europe après la révolte de Mai 68, ont combiné leurs effets objectifs sur la situation en Israël. Un programme pour la révolution au Moyen-Orient, en dehors d'une perspective mondiale d'ensemble, ne pouvait se maintenir. En 1971, l'OSI s'est divisée en deux groupes et Abu Saïd, selon la logique de toute son existence, rejoignit les rangs de l'OSI (Marxiste), section israélienne de la IVème Internationale.

Le camarade Saïd est surtout connu en Europe pour son article, rédigé en collaboration avec Moshe Machover, intitulé "La révolution arabe et les problèmes nationaux dans l'Orient Arabe", publié dans le numéro d'été 1973 de International (revue théorique de l'International Marxist Group, section britannique de la IVème Internationale).

Nous attirons l'attention sur cette article parce qu'il résume une autre des contributions théoriques centrales du camarade Saïd au développement d'un programme pour la révolution arabe. Saïd a littéralement été l'un des premiers arabes à se rendre compte que la reconnaissance programmatique du droit de la nation israélienne à l'autodétermination dans le cadre d'un Moyen-Orient socialiste, se plaçait dans l'intérêt objectif de la lutte contre le sionisme et pour un Orient arabe socialiste. Bien que de grands débats aient par la suite fait rage sur cette question dans l'Internationale et en dehors d'elle, ce qui compte avant tout, c'est le fait que le camarade Saïd ait appliqué la méthode marxiste de façon créative à la réalité concrète de la question nationale au Moyen-Orient. Il en a découlé un enrichissement de l'héritage théorique du marxisme sur la question nationale.

En conclusion, pour apprécier la signification de la perte que représente pour nous la mort de Saïd, il n'est pas nécessaire d'être d'accord avec tel ou tel point de l'analyse. Il suffit de nous rendre compte que Abu Saïd, tel un roc têt, tenace et inamovible n'a jamais fléchi dans sa défense de la classe ouvrière. C'est à ce trait de l'homme que nous rendons notre plus profond et plus humble hommage.

Saleh Jaafar

sortir de l'impasse

A plusieurs reprises depuis Noël, les Provos (Provisional IRA -- Armée Républicaine Irlandaise provisoire) ont discuté de la prolongation et ensuite de l'arrêt de leur cessez-le-feu. Le premier cessez-le-feu, qui dura du 22 décembre au 17 janvier, fut suspendu par les Provos "étant donné l'absence totale de réponse à nos propositions de paix de la part du gouvernement britannique". Les Provos présentèrent huit points, comprenant la libération d'un nombre trop limité de prisonniers et le fait que les troupes britanniques n'avaient pas mis fin aux hostilités, pour justifier leur décision de suspendre le cessez-le-feu. Le 20 janvier, des "espoirs d'un nouveau cessez-le-feu" apparurent dans la presse. Ceci se basait sur une nouvelle réduction des revendications des Provos et une première réunion entre le Sinn Féin Provisional et des représentants du Gouvernement britannique en Ulster. Il semble maintenant que les Provos avancent les revendications suivantes : libération de tous les prisonniers des camps d'internement et la poursuite des discussions autour d'une déclaration dans laquelle les troupes britanniques affirmeraient leur intention de quitter l'Irlande dans un laps de temps déterminé. Il y a une logique dangereuse derrière ces oscillations dans la mesure où la date de la Convention Constitutionnelle de Reece (le ministre d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord) se rapproche (elle aura probablement lieu le 13 ou le 20 mars). Cette convention constitutionnelle doit arriver à mettre sur pied une forme de gouvernement pour l'Irlande du Nord. Toutes les prédictions concernant les 78 délégués donnent une majorité écrasante aux organisations de droite loyalistes ultra-sectaires d'Ulster. Le but du gouvernement britannique est d'obtenir, grâce à quelques concessions (aussi peu que possible pour éviter une réaction des protestants) un cessez-le-feu pour la période de la convention afin de renforcer les marges de manoeuvre des "troisième forces" (comme le SDLP -- Social and Democratic Labor Party, Parti Travailleiste Social Démocrate qui s'appuie sur les classes moyennes catholiques du Nord). Reece pense que le cessez-le-feu renforcera le désir de paix ce qui se reflètera à son tour dans un large vote pour les forces "modérées".

Pour les Provos le cessez-le-feu représente un tournant politique. Parce qu'ils plaçaient la lutte armée contre les troupes britanniques au Nord et la campagne de bombes en Grande-Bretagne au centre de leur analyse du rapport de forces dans la lutte contre l'impérialisme, les Provos pensaient avoir une bonne position de négociation.

Maintenant, le moment est venu d'un changement politique. Le contenu de ce tournant révèle de nombreuses faiblesses du programme dans le cadre duquel les Provos situent leur lutte.

L'organisation de la vie des communautés, des accords et des manoeuvres avec l'impérialisme et une orientation vers les éléments plébéiens des organisations loyalistes d'Ulster en sont les principaux éléments. Seamus Loughan, le responsable du Sinn Féin Provisional pour le Nord de l'Irlande, répondait ceci à une question posée par Red Weekly (hebdomadaire de l'International Marxist Group, section britannique de la IV^{ème} Internationale) sur l'attitude à avoir face aux loyalistes : "Il faut créer une situation dans laquelle on leur dit 'Voyez, nous avons la paix; nous vous avons accordé cette paix afin de vous amener à nous écouter...' Puis nous mettons tout notre programme sur la table et nous leur demandons 'qu'est-ce que vous voudriez changer dans ce programme ?'". Le principal but des loyalistes est de revenir aussi vite que possible à une remise sur pied du mini-Etat orangiste avec tous ses atours, y compris les fameux "B" Specials. L'Irish Times du 6 janvier expliquait au sujet des organisations loyalistes (dans le contexte du cessez-le-feu des Provos) : "Ils préparent la guerre".

Le danger du "tournant" des Provos, qui se reflète dans leur accommodation aux appels modérés du SDLP pour le retrait des troupes britanniques, réside dans le fait qu'il trouvera une base d'appui qui va bien au-delà de la faiblesse de leur programme politique. La presse a souligné à l'unanimité le "désir de paix" qui apparaît aujourd'hui dans les ghettos catholiques d'Irlande du Nord. La population des ghettos a pris conscience de la crise de perspective dans le Nord et du fait que la guerre seule

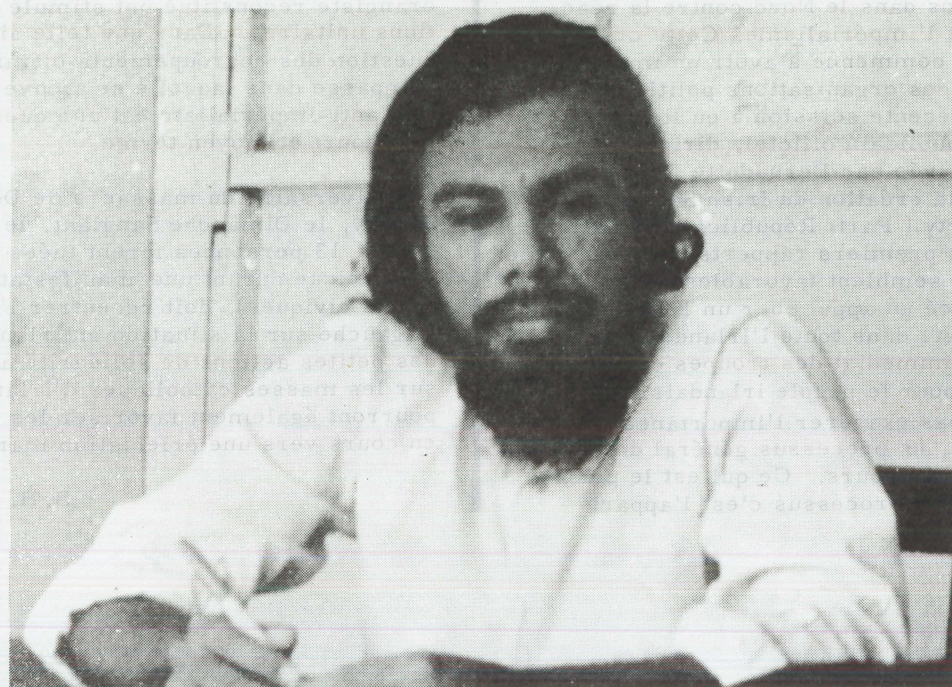
ne les amènerait nulle part. Ceci est dû à deux raisons fondamentales : tout d'abord le sentiment de totale impuissance ressentie face à la grève générale réactionnaire des protestants et, ensuite, l'échec des Provos dans leur tentative de construire un mouvement au niveau de toute l'Irlande qui brise l'isolement de la lutte des Républicains dans le Nord contre la réaction d'Ulster et l'impérialisme. Cette crise de perspective commence à avoir un impact réel au niveau des organisations politiques également. Une récente scission a eu lieu dans le mouvement républicain officiel, dirigée par Costello et appuyée par Bernadette Devlin, qui a donné lieu à la création du Irish Socialist Republican Party (Parti Républicain Socialiste Irlandais). Des premiers rapports sur leur projet de programme semblent favorables. Il semble qu'ils aient lancé un appel pour un Front Unique Anti-Impérialiste dans toute l'Irlande, demandant le retrait immédiat des troupes et l'autodétermination pour le peuple irlandais. Bien qu'il ne faille pas exagérer l'importance de groupes individuels, un processus général de regroupement est en cours. Ce qui est le plus important dans ce processus c'est l'appari-

tion de forces réelles qui rompent avec le programme nationaliste petit-bourgeois. Des actions unitaires entre les groupes révolutionnaires sont également à l'ordre du jour. Le sentiment réel d'isolement et le rejet des réponses sectaires par les catholiques du Nord face à des attaques éventuelles d'un mini-Etat orangiste reconstitué ont stimulé de telles actions unitaires. Dans une telle situation la question des regroupements offrant une issue à l'impasse dans laquelle se trouve la population anti-impérialiste est une question essentielle à court et moyen terme.

L'anniversaire du massacre de Derry (Bloody Sunday, le Dimanche Sanglant, le 30 janvier 1972 : 13 personnes furent tuées par l'armée britannique durant une manifestation pour les droits civiques), doit recentrer l'attention de la gauche sur la situation en Irlande. Même des petites actions de solidarité auront un impact sur les masses catholiques d'Irlande du Nord et pourront également favoriser les regroupements en cours vers une orientation marxiste.

B. H.

WIJEWEEERA



CONDAMNÉ A VIE!

G. FONTAINE

Le verdict est tombé. Le 20 décembre dernier la Commission de Justice Criminelle a condamné Rohana Wijeweera à la prison à vie et 21 autres militants ou sympathisants du JVP (Janatha Vimukthi Peramuna -- Front de Libération du Peuple) à un total de 157 ans de prison ferme et 6 ans avec sursis. Quatre suspects ont été acquittés, quatre autres, portés disparus et probablement tués en 1971 n'ont pas été jugés.

C'est donc par des peines extrêmement lourdes que s'est conclu le plus important procès politique de l'histoire ceylanaise contemporaine. Il avait commencé, il y a plus de deux ans, en juin 1972.

Les 41 suspects étaient accusés d'avoir conspiré pour "faire la guerre à la Reine" et pour "renverser le gouvernement de Ceylan par la force". Parmi eux, 14 militants étaient accusés d'avoir "fait la guerre à la Reine entre le 4 avril 1971 et le 1er juin 1971"; les autres étaient accusés de complicité dans le "déroulement de cette guerre".

A sa manière, en termes suffisamment flous pour que l'arbitraire le plus complet soit autorisé au moment du verdict, la justice ceylanaise rendait compte dans l'acte d'accusation d'une série d'événements politiques qui méritent d'être rappelés.

En juin 1970, à la suite des élections, le Front Uni de Gauche, composé du Sri Lanka Freedom Party (SLFP -- Parti de la Liberté de Sri Lanka), parti bourgeois dirigé par Sirimavo Bandaranaike, du Parti Communiste pro-Moscou et du Lanka Sama Samaja Party (LSSP -- Parti pour l'Egalité de la Société ceylanaise) qui sombra dans la collaboration de classes en 1964 et fut alors exclu de la IVème Internationale, arrivait au pouvoir.

Le 12 mai, pendant la campagne électorale un certain Rohana Wijeweera avait été arrêté. Immédiatement toute l'île fut couverte d'affiches manuscrites réclamant sa libération et révélant en même temps l'existence du JVP. En effet, jusqu'à cette époque, le nouveau mouvement formé à partir de 1966 par un noyau de militants

issus du PC pro-Pékin (Wijeweera, Sanath Karunaratne et Loku Athula) n'avait ni nom ni appellation publique.

Ce noyau initial avait d'abord travaillé à la délimitation de ses bases politiques en analysant :

- la crise de l'économie ceylanaise,
- le néo-colonialisme pratiqué par l'impérialisme britannique,
- l'expansionnisme indien dans le sous-continent,
- la faillite des partis réformistes,
- la voie à suivre pour la révolution ceylanaise.

Sur ce dernier point, les fondateurs du mouvement affirmaient la nécessité de renverser par la violence l'appareil d'Etat bourgeois et la nécessité de la construction d'un parti révolutionnaire. De plus, sous l'influence de la révolution cubaine et des écrits de Che Guevara, ils en vinrent à rejeter le schéma maoïste de la révolution démocratique populaire et à développer l'idée que seule la révolution socialiste conduite par le prolétariat pourrait accomplir les tâches de la révolution bourgeoise laissées inachevées, à savoir l'indépendance nationale et la réforme agraire.

A partir de la fin 1967, un programme d'écoles de formation recouvrant ces cinq thèmes fut lancé et le recrutement s'opéra sur cette base. Le JVP commença alors à connaître un développement spectaculaire. En 1970 il comprenait déjà plusieurs milliers de membres. La crise sociale était profonde dans les campagnes et le mouvement recruta principalement parmi les jeunes cinghalais d'origine rurale qui étaient bien souvent au chômage. Par ailleurs, à la même époque, son audience était déjà forte dans les universités.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire politique du pays apparaissait une organisation révolutionnaire ayant, outre ses qualités programmatiques, une influence réelle dans la paysannerie pauvre traditionnellement dominée par le bouddhisme et acquise électoralement au SLFP. De plus, le JVP avait le souci de combler le hiatus habituel dans les partis de masse des pays coloniaux entre, d'une part, une direction composée de brillants intellectuels formés à Oxford et imprégnés de culture occidentale et, d'autre part, la masse des militants sous-politisés et attachés à d'autres traditions culturelles. Le mouvement était donc capable de s'adresser aux masses rurales dans un langage qui leur soit accessible et même de réveiller chez elles une conscience nationale longtemps assoupie.

Au moment où Wijeweera fut arrêté pour la première fois une campagne de presse alarmiste avait déjà commencé. D'après les rapports émanant de la police, les extrémistes du "mouvement de Che Guevara" (c'est ainsi qu'était

appelé le JVP) allaient soi-disant tenter d'empêcher la tenue des élections "en commettant des violences". En fait, il ne s'agissait que d'une manœuvre électorale, que d'un chantage au chaos de la part de l'United National Party (UNP -- Parti d'Unité Nationale), le parti ouvertement pro-impérialiste au pouvoir jusqu'à cette date.

En réalité le JVP, prévoyant une victoire du Front Uni de gauche, craignait que l'UNP ne refuse de céder la place et ne réalise un coup d'Etat avec l'aide de l'aile la plus réactionnaire de l'armée. Il axa donc sa campagne sur la nécessité pour les travailleurs de se préparer à la lutte contre une dictature militaire et appela, dans ce contexte, à soutenir le Front Uni de gauche contre l'UNP.

La victoire de la gauche ne fit pas sortir Wijeweera de prison. Il y resta jusqu'au 9 juillet et fut libéré sans qu'aucune inculpation ne lui soit notifiée. Une nouvelle campagne de calomnies contre le JVP avait déjà commencé. Il était accusé, notamment dans la presse des partis réformistes (PC et LSSP) menacés par son développement, d'être pro-UNP, pro-impérialiste et tout bonnement dirigé par des agents de la CIA. Le SLFP, menacé lui aussi dans son bastion électoral, la paysannerie cinghalaise, n'était pas en reste.

De nombreuses arrestations de militants du mouvement furent opérées à partir d'août 1970. Pour se défendre et expliquer ses positions, le JVP entreprit alors la publication d'un journal bientôt vendu à 40.000 exemplaires, *Janaatha Vimukthi* (Libération du Peuple), et se lança dans une grande campagne de meetings. Pendant deux mois, dans la plupart des villes importantes du pays, ce furent des foules regroupant de 15 à 25.000 personnes, principalement des jeunes, qui vinrent souvent six heures durant, écouter les arguments de Wijeweera et de ses camarades. Les partis au pouvoir avaient été bien souvent incapables de rassembler de telles foules.

La police fit bientôt tout son possible pour entraver le travail de propagande du mouvement. Au total, pendant l'année 1970, plus de 500 militants furent arrêtés puis relâchés après identification sans avoir été présentés à la justice. Un dirigeant du PC en vint à déclarer au cours d'un meeting que la répression du JVP ne devait pas être laissée à la police... Les dirigeants du LSSP, quant à eux, donnèrent des instructions à leurs militants pour qu'ils se livrent à des agressions physiques contre ceux du JVP. Mais ce dernier n'en continua pas moins à se développer, dans les villes notamment, où son implantation était faible jusque là, et commença même à acquérir une petite influence dans le mouvement syndical.

L'organisation était pourtant encore faible. Elle ne possédait pas de structuration organisationnelle solide. En particulier elle n'avait pour direc-

tion, mis à part les responsables de districts, que le noyau des fondateurs du mouvement. Une discussion s'engagea en janvier 1971 dans le but de tenir une conférence nationale et d'élire un comité central. Mais de graves divergences se firent jour au sein de la direction. Par ailleurs, le JVP, implanté essentiellement dans le semi-prolétariat cinghalais des zones rurales et chez les étudiants, était isolé de deux secteurs essentiels de la révolution ceylanaise : les travailleurs tamils, importés massivement d'Inde du Sud par les anglais au XIX^{ème} siècle pour être exploités dans les plantations de thé; le prolétariat urbain, faible numériquement, mais disposant de glorieuses traditions de lutte.

Chez les uns, le JVP surestima longtemps l'arriération politique et l'attachement à la mère patrie expansionniste (l'Inde). Chez les autres, il surestima l'emprise des directions réformistes du PC et du LSSP, avant de pratiquer des actions de front uni avec le Ceylon Mercantile Union (Syndicat des employés de Ceylan). Le gouvernement de Mme Bandaranaike prenant conscience de l'inefficacité des mesures de répression appliquées auparavant et souhaitant exploiter au plus vite les faiblesses du JVP, décida alors de passer à l'offensive et de liquider le mouvement. Le 27 février 1971, au cours de son dernier meeting public, Wijeweera dénonça ce projet. Il expliqua que le gouvernement se sentait menacé à cause de son incapacité à remplir ses promesses électorales démagogiques. Pour lui si le JVP n'était pas un mouvement de conspirateur, il ne se laisserait pas pour autant éliminer sans se défendre. Mais les divergences politiques et les oppositions personnelles au sein du noyau central du mouvement avaient déjà atteint un tel degré qu'aucune direction ne fonctionnait plus. A partir du 1^{er} mars, un ancien officier de police fut nommé au ministère de la défense nationale, avec pour unique responsabilité "la sécurité nationale". Les trois armes et la police furent mises en état d'alerte pour faire face "aux menaces de violence des éléments subversifs". Le 6 mars, l'ambassade américaine fut attaquée par un groupe appelé le Mao Youth Group (Groupe de Jeunesse Maoïste) et totalement inconnu.

Ce fut de cette grossière provocation que se servit le gouvernement pour arrêter une nouvelle fois Wijeweera le 13 mars et décréter l'état d'urgence trois jours plus tard.

Entre le 16 mars et le 5 avril 1971 plus de 4000 personnes furent arrêtées par la police et l'armée qui pouvaient, en vertu des lois d'exception, arrêter sans mandat tout individu, le mettre en prison sans l'avoir présenté à la justice et disposer en toute liberté de son corps s'il venait, par malheur à mourir.

A la suite de cette campagne de terreur, le JVP fut complètement désorganisé. Ses militants tentèrent pourtant de passer à la contre-offensive. Le 5 avril, quelques dizaines de commissariats

furent attaqués. Les assaillants ne disposaient le plus souvent que de cocktails molotov et de bombes artisanales. Les rares commissariats qui tomberont entre leurs mains seront bientôt repris. Le gouvernement fit appel à l'aide étrangère pour rétablir l'ordre. Alors se noua la plus grande alliance contre-révolutionnaire de l'histoire contemporaine. Les armes affluèrent non seulement de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, mais aussi d'Inde et du Pakistan, pourtant engagés dans les préparatifs de guerre et même de Yougoslavie, d'URSS et de Chine. Au cours de cette prétendue "insurrection", ne furent tués au total que 37 policiers et 19 soldats. Par contre il y eut plus de 10.000 morts ou disparus parmi les militants ou sympathisants du JVP et même au-delà parmi tous ceux qui furent arrêtés sur simple dénonciation. La police multiplia les exécutions sommaires et, pendant plusieurs semaines, les fleuves du pays charrièrent des cadavres. Plus de 18.000 personnes se retrouvèrent parquées dans des prisons surchargées et des camps de concentration improvisés. Le JVP était liquidé.

Le 5 mai, le ministre de la justice, Felix Dias Bandaranaike, magnanime, annonça que tous ceux qui étaient détenus en relation avec l'"insurrection" seraient libérés s'ils étaient innocents; subiraient un "processus approprié de réhabilitation" s'ils étaient "modérément coupables"; et seraient "jugés selon la loi en vigueur" s'ils étaient "sérieusement coupables".

Quelques milliers de prisonniers furent effectivement relâchés pendant l'année qui suivit. Mais il fut interdit à la presse de faire mention des activités de la police sans autorisation préalable et l'accès des prisons fut interdit même aux membres du parlement. Les officiers de police du Département d'Investigation Criminelle (CID), déjà tristement célèbres dans le pays, purent ainsi opérer à leur guise. Pour arracher des aveux à un suspect, la torture, les menaces de mort, l'emprisonnement des membres de sa famille étaient choses courantes. Wijeweera lui-même fut maintenu dans l'isolement le plus complet pendant plusieurs mois et torturé toute une semaine en août 1971. Une partie des militants emprisonnés, démoralisés par la défaite et la répression sanglante, craquèrent et passèrent aux aveux.

Un an après ces événements plus de 14.000 suspects restaient emprisonnés sans avoir été jugés. Dans le but de se débarrasser de cet encombrant fardeau, Felix Dias Bandaranaike obtint du parlement le vote d'une loi créant la Commission de Justice Criminelle (CJC). Aux termes de cette loi, les procédures des tribunaux ordinaires devinrent inapplicables aux cas d'"offenses" liées à une rébellion, insurrection, ou à une "atteinte généralisée contre la loi et l'ordre", de même qu'à la "destruction totale ou partielle d'usines ou d'autres installations publiques ou privées". Tous ces cas relevaient dorénavant de la Commission de Justice Criminelle, composée

de juges de la Cour Suprême et cumulant les pouvoirs d'instruction et de jugement. La loi précisait que cette Commission pouvait adopter la procédure jugée la "mieux adaptée à la recherche de la vérité". Elle admet la validité des témoignages soit écrits, soit oraux, recueillis par "n'importe qui dans n'importe quelle circonstance". En particulier les aveux obtenus "sous la pression" peuvent être utilisés comme preuve contre l'inculpé mais aussi contre toute personne désignée par lui, même s'il se rétracte par la suite. De plus, cette commission prononce des jugements définitifs et sans appel, mais les suspects qu'elle acquitte, tout comme ceux qu'elle condamne et qui ont purgé leur peine, ne sont libérés que si le secrétariat du ministère de la justice en décide ainsi. Enfin, le président de la commission a tout pouvoir pour limiter la présence de la presse et du public dans la salle d'audience et même pour décider le huis clos.

Après avoir pris connaissance des rapports préparés par la police et les trois armes, la CJC ouvrit sa première enquête en juin 1972 contre 41 suspects dont Wijeweera et les principaux dirigeants du JVP. La plupart d'entre eux refusèrent de plaider coupable. Ils ne furent que quatre à accepter et à devenir ainsi les principaux témoins à charge de l'accusation. Parmi ceux-ci Loku Athula et Karunaratne, fondateurs du mouvement, ainsi que T.D. Silva, responsable du travail syndical, s'étaient déjà opposés à Wijeweera au sein de la direction du JVP avant avril 1971.

La commission, convaincue a priori qu'elle jugeait des conspirateurs ayant fomenté une insurrection, concentra toute son attention sur deux questions essentielles pour elle : des instructions avaient-elles été données aux militants du JVP qui furent arrêtés avec des armes en leur possession avant avril 1971 ? Par qui ? La décision de l' "insurrection" fut-elle prise ? Par qui ? Sur ces deux points la CJC aboutit à la même conclusion : la direction du mouvement et notamment Wijeweera étaient responsables. Pour étayer cette affirmation la commission s'appuya sur les confessions arrachées aux suspects, sur les déclarations de quelques traîtres et les rapports de la police. La plupart des accusés s'attachaient à démontrer l'illégalité complète de la procédure engagée et la nullité de confessions qui leur avaient été arrachées de force. Mais l'essentiel pour eux consista à prouver que le JVP n'avait jamais été un mouvement de conspirateurs et qu'il s'était contenté de riposter en ordre dispersé à une tentative de liquidation organisée par le gouvernement. Dans ce but, Wijeweera et notre camarade Bala Tampoe, qui était son conseiller juridique et l'avocat de six autres suspects, dénoncèrent l'ensemble des mesures répressives prises contre le JVP avant le 5 avril 1971 et même avant l'instauration de l'état d'urgence.

Bien que rien ne filtre dans la presse ceylanaise des déclarations des accusés devant la commis-

sion, Wijeweera transforma par deux fois (en novembre 1973 et lors de sa déposition finale) le box des accusés en tribune pour défendre les principes fondamentaux du marxisme, expliquer l'histoire du JVP et de sa liquidation et enfin réaffirmer sa fidélité à la voie révolutionnaire et sa confiance en l'avenir socialiste de l'humanité.

Le 22 juillet 1974, deux ans après sa première intervention devant la CJC, Bala Tampoe entama son plaidoyer final. Son objectif était de montrer que le principal chef d'accusation, celui de "conspiration" n'était pas établi, puis de demander l'acquiescement de l'ensemble des suspects. Alors que le dossier du procès comprenait plus de 10.000 pages de documents, Bala Tampoe se vit refuser le droit de prendre le temps qui lui semblait nécessaire pour développer son plaidoyer. A la suite d'une altercation à ce sujet avec le président de la commission, il dut s'arrêter. La séance fut interrompue et Bala Tampoe apprit peu après qu'il ne pourrait pas remonter à la barre. Le lendemain Wijeweera et plusieurs de ses camarades élevèrent une vive protestation puis annoncèrent leur refus d'assister désormais aux travaux de la CJC. Ceux-ci prirent fin peu de temps après.

La bourgeoisie ceylanaise avait, quant à elle, de vieux comptes à régler avec Bala Tampoe. Le Ceylon Mercantile Union (CMU), syndicat dont il est le secrétaire général, fut seul dans le mouvement ouvrier à prendre position contre la répression en avril 1971. En octobre 1972, il organisa avec quelques autres syndicats une grève de la faim d'une journée en défense des prisonniers politiques. Cette action fut suivie par des milliers d'entre eux ainsi que par leurs familles, mais toucha aussi un demi-million de travailleurs des plantations ainsi que certains secteurs de la classe ouvrière urbaine.

Bala Tampoe fut de plus l'un des fondateurs de la Human and Democratic Rights Organization (HADRO) qui accorda une large assistance juridique aux suspects et à leurs familles. Mais il fut surtout l'un des plus fervents défenseurs des militants du JVP devant la Commission de Justice Criminelle. Pendant deux ans, ayant délibérément réduit ses activités de dirigeant syndical, il consacra toute son ardeur à leur cause et leur rendit visite quotidiennement dans leurs prisons. En juin 1973, le ministre de la justice rendit compte à sa façon de ces efforts dans un discours au parlement. A l'époque, 4.500 personnes restaient détenues sans avoir été jugées. Felix Dias Bandaranaike exprima alors le souhait que la CJC utilise la possibilité, offerte par une nouvelle loi, de distribuer des peines avec sursis à tous ceux qui plaideraient coupable. Il ne voyait en tout cas pas comment en finir si ces 4.500 prisonniers prenaient Bala Tampoe pour avocat et "voulait pratiquer des contre-interrogatoires à tout propos".

A l'époque du verdict, en décembre 1974, il n'y avait plus qu'un millier de prisonniers po-

litiques. La majorité d'entre eux avaient refusé de plaider coupable. Les autres détenus, sauf dans quelques cas où le Conseil d'Etat avait demandé des peines sévères, avaient auparavant été condamnés à deux ans de prison avec sursis et libérés tout en étant maintenus sous contrôle judiciaire. Mais la plupart d'entre eux sont politiquement démoralisés et ceux qui ne le sont pas doivent faire preuve d'une prudence extrême. Un large courant de sympathie existe encore de façon diffuse dans la jeunesse à l'égard du JVP, mais ne peut pour l'instant trouver d'expression politique.

Les courants radicaux du mouvement ouvrier ceylanais, notamment le CMU, ont pu desserrer l'étau de la répression. Malgré l'état d'urgence ils ont reconquis les droits de réunion et de manifestation pour une large part supprimés après avril 1971, et ont mené activement campagne en faveur des prisonniers politiques. Mais ils n'ont pu endiguer les conséquences de la défaite : la démoralisation et l'apathie sont profondes parmi les masses travailleuses et la jeunesse.

De plus la campagne de solidarité internationale en défense du JVP n'a pas rencontré tout l'écho qu'elle méritait. Malgré le travail accompli en Grande-Bretagne par la Ceylon Solidarity Campaign (Campagne de Solidarité avec Ceylan), en Suède et au Japon, et malgré le soutien développé par les sections de la IVème Internationale, la bourgeoisie ceylanaise est parvenue, pour une bonne part, à maintenir le black-out à propos de la répression et de ce procès. C'est dans ce contexte que les sentences sont tombées : les attendus du jugement en révèlent tout l'arbitraire et le cynisme :

Le 6ème suspect, Loku Athula, "dont les confessions furent d'une aide considérable pour les enquêteurs" et qui "a maintenant renoncé à l'idée d'utiliser la violence pour accomplir la révolution" est condamné à 5 ans de prison mais pourra, d'après la recommandation des juges, bénéficier de la clémence de l'exécutif. Le 12ème suspect, T. D. Silva, "n'avait pas la confiance de Wijeweera" et il est "improbable qu'il s'engage à l'avenir dans des activités révolutionnaires". Il est en conséquence condamné à 2 ans de prison avec sursis.

Par contre, pour les trois premiers suspects (Piyatileke, Lionel Bopage et Uyangoda) qui furent tous secrétaires de districts du mouvement, le tribunal ne voit "aucune raison d'être indulgent". Ils sont donc condamnés chacun à 12 ans de prison ferme. Les 31ème et 39ème suspects (Jayasiri, leader syndical et Wijekulatilleke) "n'ont montré aucun signe de repentir". Ils se voient donc infliger respectivement 7 et 8 ans de prison ferme.

Enfin, pour Wijeweera, qui était déjà en prison au moment des événements d'avril 1971, le seul attendu du verdict est le suivant : la CJC ne "voit pas d'autre alternative qu'une sentence d'emprisonnement à vie".

Celui-ci ne fut pas surpris. En arrivant dans la salle du tribunal il avait serré la main de Bala Tampoe puis avait entonné l'Internationale avec ses camarades. Dans sa déclaration finale au procès, il avait déjà dit à ses juges : "Quelque soit votre verdict, l'acquittement ou l'emprisonnement, je suis sûr que ce gouvernement me maintiendra en détention. Même si je dois passer ma vie en prison, je n'ai pas de regrets" ... "Je ne suis pas prêt à demander pardon pour des crimes que je n'ai pas commis". Et il terminait en disant : "Les minorités de ce pays sont dans une situation pire que la mienne. Pour exprimer ma solidarité envers leur lutte, je voudrais terminer ma déclaration par cette maxime en langue tamil : L'injustice ne triomphe pas toujours. La justice finira par triompher".

La bourgeoisie ceylanaise ne pouvait pas permettre un verdict de clémence. Le chômage touche un quart de la population active. L'inflation se développe de façon spectaculaire, la pseudo-réforme agraire entreprise par le gouvernement ne s'est pas révélée capable de fournir de la terre aux paysans et de faire croître la production des biens alimentaires. Ces derniers doivent être importés en plus grande quantité et la balance commerciale est plus déficitaire que jamais. La famine règne parmi les travailleurs tamils des plantations. Le mécontentement est profond dans la classe ouvrière à la suite des attaques répétées contre son niveau de vie, il en perce quelques manifestations même si l'interdiction du droit de grève et les menaces de licenciements les restreignent.

Dans ce contexte critique, la libération dans un avenir proche des meilleurs militants du JVP était, pour la bourgeoisie ceylanaise, le prélude inéluctable d'autres développements :

- la jonction politique et organisationnelle entre les plus valeureux des éléments de cette nouvelle génération révolutionnaire issue de la paysannerie pauvre et les secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière;
- la constitution d'un puissant parti révolutionnaire capable de combiner la radicalisation de ces deux secteurs et de faire rejoindre leurs luttes par le prolétariat des plantations;
- de nouvelles explosions révolutionnaires ayant, plus que jamais auparavant dans le pays, des chances de déboucher sur la victoire.

C'est tout cela que le pouvoir bourgeois essaie d'empêcher à tout prix. Mais c'est à la réalisation de cet objectif que les marxistes-révolutionnaires doivent travailler inlassablement.

Pour la libération immédiate de Wijeweera et de ses camarades !
Pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques !
Pour l'abrogation de l'état d'urgence !

une lettre de Wijeweera

Prison New Magazine
29 août 1974

Nous avons appris que les camarades de la IVème Internationale, à leur Xème Congrès Mondial qui s'est déroulé au début de l'année, ont envoyé un message de solidarité au Janatha Vimukthi Peranuma (Front de Libération du Peuple) de Sri Lanka et aux membres du JVP emprisonnés par le régime de Sirina Bandaranaike. De plus nous avons appris par la presse de la IVème Internationale que les camarades de la IVème Internationale sont engagés dans une campagne mondiale d'agitation pour obliger les régimes capitalistes et réactionnaires de pays tel que le Chili, l'Inde, le Pakistan, l'Irlande, Sri Lanka, etc., à libérer tous les prisonniers politiques inconditionnellement.

Nous pensons qu'il nous faut exprimer ici notre gratitude à la IVème Internationale pour la solidarité qu'elle a manifesté envers nous. Il est essentiel de mentionner ici l'aide que nous a apporté le camarade Bala Tampoe (le secrétaire général du Ceylon Mercantile Union et du Revolutionary Marxist Party de Sri Lanka) en défendant plusieurs camarades devant la Commission de Justice Criminelle.

Au moment où nous étions attaqués par le régime capitaliste de Sri Lanka, soutenu non seulement

par les impérialismes américain et britannique mais aussi par les bureaucraties chinoise et soviétique et par la prétendue "gauche" de ce pays, y compris les ex-trotskyistes du LSSP et les différentes variantes de staliniens, le camarade Bala s'est mis en avant pour défendre politiquement le JVP et légalement ses militants, bien que nous ayons des divergences. Les jeunes générations révolutionnaires se rappelleront avec gratitude de la tâche accomplie par Bala dans la défense de nos camarades jugés par la Commission de Justice Criminelle et dans la dénonciation de la brutale répression de l'Etat capitaliste et de la nature réactionnaire de la Loi de la Commission de Justice Criminelle, devant et en dehors de la Commission.

Nous souhaitons de voir le succès complet de la campagne développée actuellement par la IVème Internationale pour libérer tous les révolutionnaires emprisonnés par les gouvernements, que ce soit dans les pays capitalistes comme le Chili et l'Inde ou dans les Etats ouvriers dégénérés comme l'Union Soviétique et la République Populaire de Chine.

Vive la révolution socialiste mondiale !

Rohan Wijeweera
James Uyangoda
Lionel Bapege

inprecor

correspondance de presse internationale

LA RECESSION GENERALISEE DE L'ECONOMIE CAPITALISTE INTERNATIONALE



france, grande-bretagne,
allemagne,
japon, u.s.a, Amérique latine



comecon, la famine

bimensuel 16 janvier 75 n°16-17 50fb, 5ff, 4fs

commandez le numéro spécial sur la récession

12 rue de la buanderie,
BRUXELLES

abonnez-vous
à

inprecor



correspondance de presse internationale

bimensuel
marxiste
révolutionnaire

un an, 25 numéros : ff 50 fb 400 fs 35